



SECAFI

Groupe ALPHA



FORMATION

Lecture et analyse des documents comptables et financiers

SECAFI

Société d'expertise comptable
inscrite au Tableau de l'Ordre de la
région Rhône-Alpes
Cabinet agréé par le Ministère du
Travail, habilité IPRP et membre de la
FIRPS

Direction régionale Rhône-Alpes
Immeuble Le Green
241, rue Garibaldi – 69003 Lyon
Tél 04 78 63 60 63

SAS au capital de 3 931 382,50 €
312 938 483 RCS Paris
Numéro d'identification
intracommunautaire
FR 88 312 938 483

Formateur : Jean-Christophe MARTIN

Jc.martin@secafi.com

Tel : 06.77.99.76.99

BORDEAUX ▶ LILLE ▶ LYON ▶ MARSEILLE ▶ METZ ▶ MONTPELLIER ▶ NANTES ▶ PARIS ▶ TOULOUSE

www.secafi.com

1. Se situer dans le paysage économique : les questions à se poser	page 4
2. Les outils pour s'informer sur la situation économique de votre entreprise	page 10
3. La comptabilité sociale	page 16
Les indicateurs à retenir	page 21
4. Le bilan : de quoi est-il constitué ?	page 40
5. Étude de cas de Monsieur Durand	page 55
6. Le processus d'information - consultation	page 64
7. Intéressement et participation	page 68

- ▶ **Les chiffres peuvent donner lieu à des interprétations différentes...**
 - ▶ **Notre objectif est de vous permettre de comprendre le discours de votre direction**
 - ▶ **Où veut-elle en venir ?**
 - ▶ **Quels sont les intérêts en présence ...**
- Trouver des clés de lecture**



Formations

Conditions
de travail

Enjeux
sociaux

Emplois

Perspectives
économiques

1. Se situer dans le paysage économique : les questions à se poser

L'importance du contexte économique et de votre actionnariat

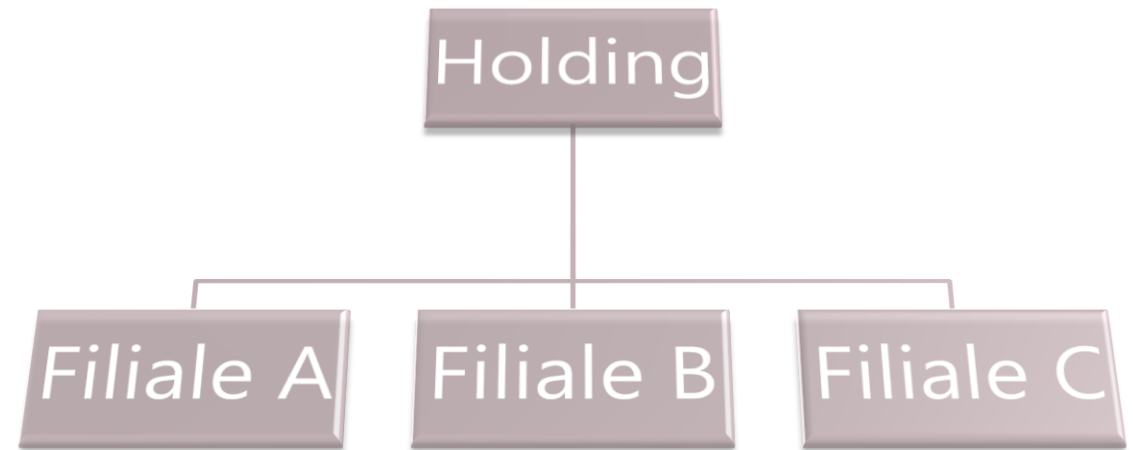
- ▶ **Les activités d'une entreprise ne sont pas sur une île isolée** : elles sont étroitement dépendantes du **contexte économique** national et international.



- ▶ Les acteurs de ces activités sont impactés par l'environnement économique...
 - ▶ via leurs **clients** (pouvoir d'achat)
 - ▶ via la **zone géographique** avec laquelle ils travaillent (développement géographique contraint par le contexte économique, droits de douane, et effets de change)
 - ▶ via les **coûts de revient de leurs produits** qui influent sur les marges de l'entreprise
 - ▶ via leurs **financeurs** (aversion au risque des banquiers)

Quel est votre environnement financier ?

Société
Indépendante



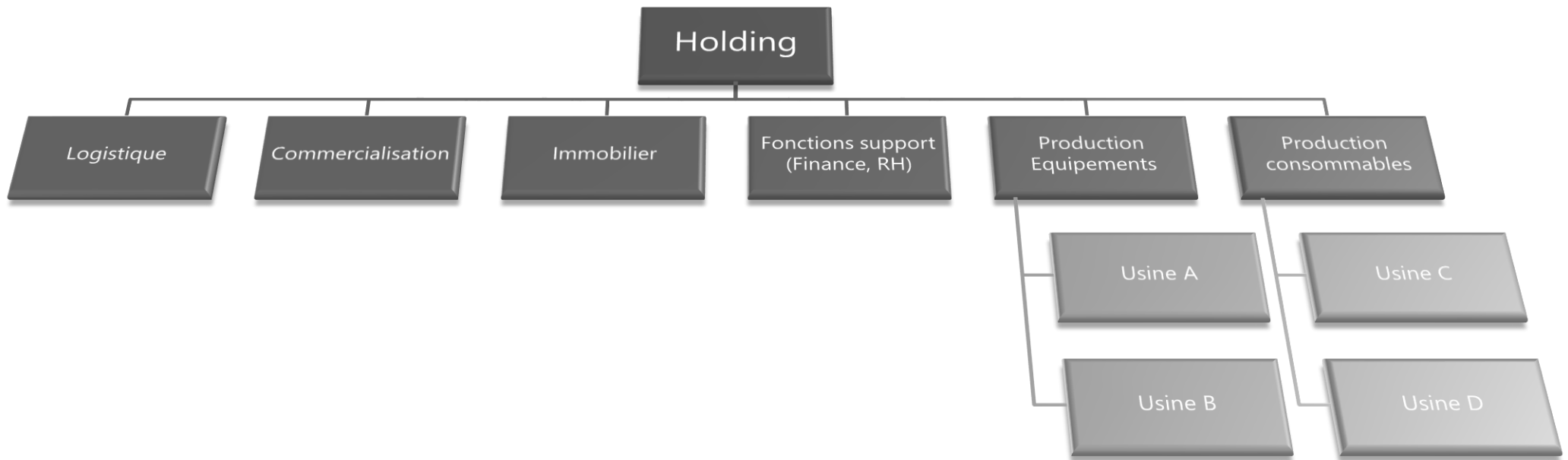
▶ Ma société est indépendante donc **seule à gérer ses réussites et ses difficultés.**

- ▶ Ma société est-elle endettée ?
- ▶ Quelles sont ses ressources propres pour faire face en cas de difficulté ?

▶ Ma société est filiale d'un groupe : dans le meilleur des cas, **le groupe peut être un soutien financier** en période difficile. Dans le pire des cas, il est lui-même fragile et ponctionne les ressources des filiales...

- ▶ Le groupe est-il endetté ?
- ▶ Est-il coté en bourse ?
- ▶ Quel est le rôle de chaque filiale dans l'ensemble ?
- ▶ Quel est le degré d'indépendance des filiales ?

Où vous situez-vous dans l'organisation du groupe ?



- ▶ Où est logée la marge ? Dans la filiale qui produit, ou dans celle qui commercialise ? Ou bien dans la Holding ?
 - ▶ Est-ce que votre entreprise vend directement aux clients, ou bien à vend-elle à une autre entreprise du groupe, qui commercialise ?
 - ▶ Votre entreprise est-elle un centre de coût ou un centre de profit ?
- ▶ Votre entreprise est-elle propriétaire de ses locaux ? De ses véhicules ?
- ▶ Où se situent la trésorerie et l'endettement du groupe ?

Un centre de coûts c'est quoi ?

Définition

- ▶ Un centre de coût est une entité à qui on donne pour objectif rendre un service au meilleur coût (et non pas de faire du profit).
- ▶ Ce peut être :
 - ▶ Le service comptabilité
 - ▶ Une filiale logistique
 - ▶ Une usine qui livre des entreprises du groupe, et non pas des clients.

Structure des comptes

- Un centre de coût ne vend pas ses produits à proprement parler. Il rend un service, et ses coûts lui sont financés.
- Charges de production localisées dans l'entité.
- Chiffre d'affaires valorisé au coût de revient (matières, personnel de production, amortissement de l'outil de production, etc...)
- Résultat comptable peu variable, proche de zéro (absence de participation) de façon structurelle.

Mettre en place un accord d'intéressement intégrant ces critères

Critères de performance

- Productivité
- Qualité
- Réactivité

Vous faites partie d'un groupe - est-ce un avantage ou un inconvénient ?

Si le groupe est en santé moyenne

Groupe disposant de ressources modestes et dégageant un résultat à l'équilibre

- ▶ Ma société fait des pertes
 - ▶ S'interroger sur ses perspectives.
- ▶ Ma société est bénéficiaire

Êtes-vous sur un marché porteur ?

Votre groupe peut envisager une cession pour alléger sa propre structure.

 - ▶ Est endettée → le bénéfice sera utilisé pour le désendettement.
 - ▶ N'est pas endettée → tout va bien... Mais votre groupe peut avoir envie de vous vendre.

Si le groupe est en bonne santé

Groupe disposant d'une structure de bilan solide (peu ou pas endetté) et d'un résultat bénéficiaire

- ▶ Ma société fait des pertes
 - ▶ Et est endettée → le groupe est là pour vous soutenir... jusqu'à un certain point.
 - ▶ N'est pas endettée → quelles sont ses perspectives ?
- ▶ Ma société est bénéficiaire
 - ▶ Elle est endettée → Le bénéfice permet de se désendetter.
 - ▶ n'est pas endettée → tout va bien Votre groupe peut avoir envie de vous vendre

Si le groupe est en mauvaise santé

Groupe fortement endetté et/ou dégageant des résultats déficitaires
→ le groupe n'est pas en mesure de soutenir l'activité.

- ▶ Ma société fait des pertes
 - ▶ Qu'elle soit endettée ou non, le risque est réel. Options extrêmes possibles : cession ou arrêt de l'activité.
- ▶ Ma société est bénéficiaire
 - ▶ Ma société risque d'être ponctionnée pour servir de soutien au groupe, ou être cédée pour dégager du cash...

Formations

Conditions
de travail

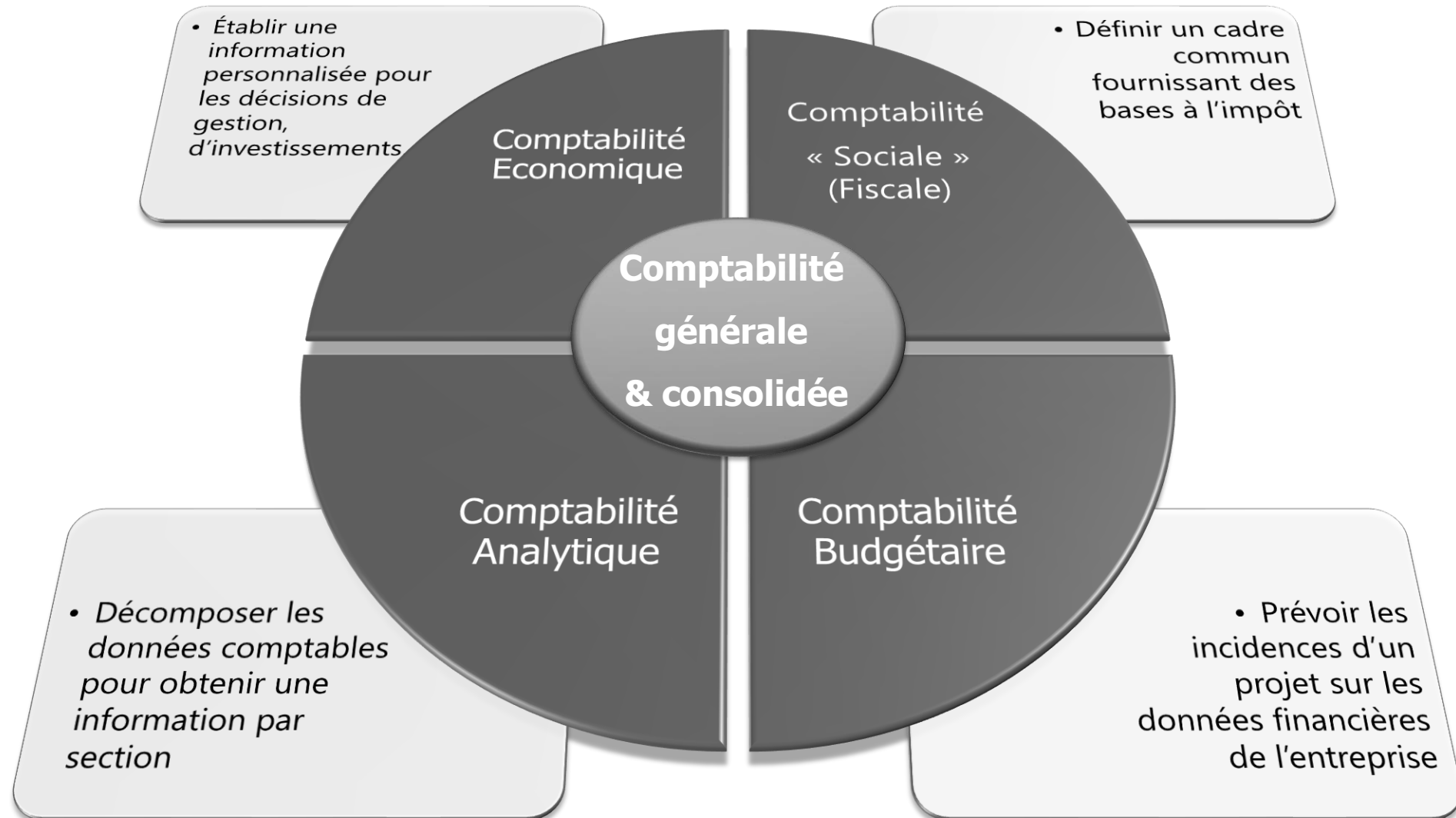
Enjeux
sociaux

Emplois

Perspectives
économiques

2. Les outils pour s'informer sur la situation économique de votre entreprise

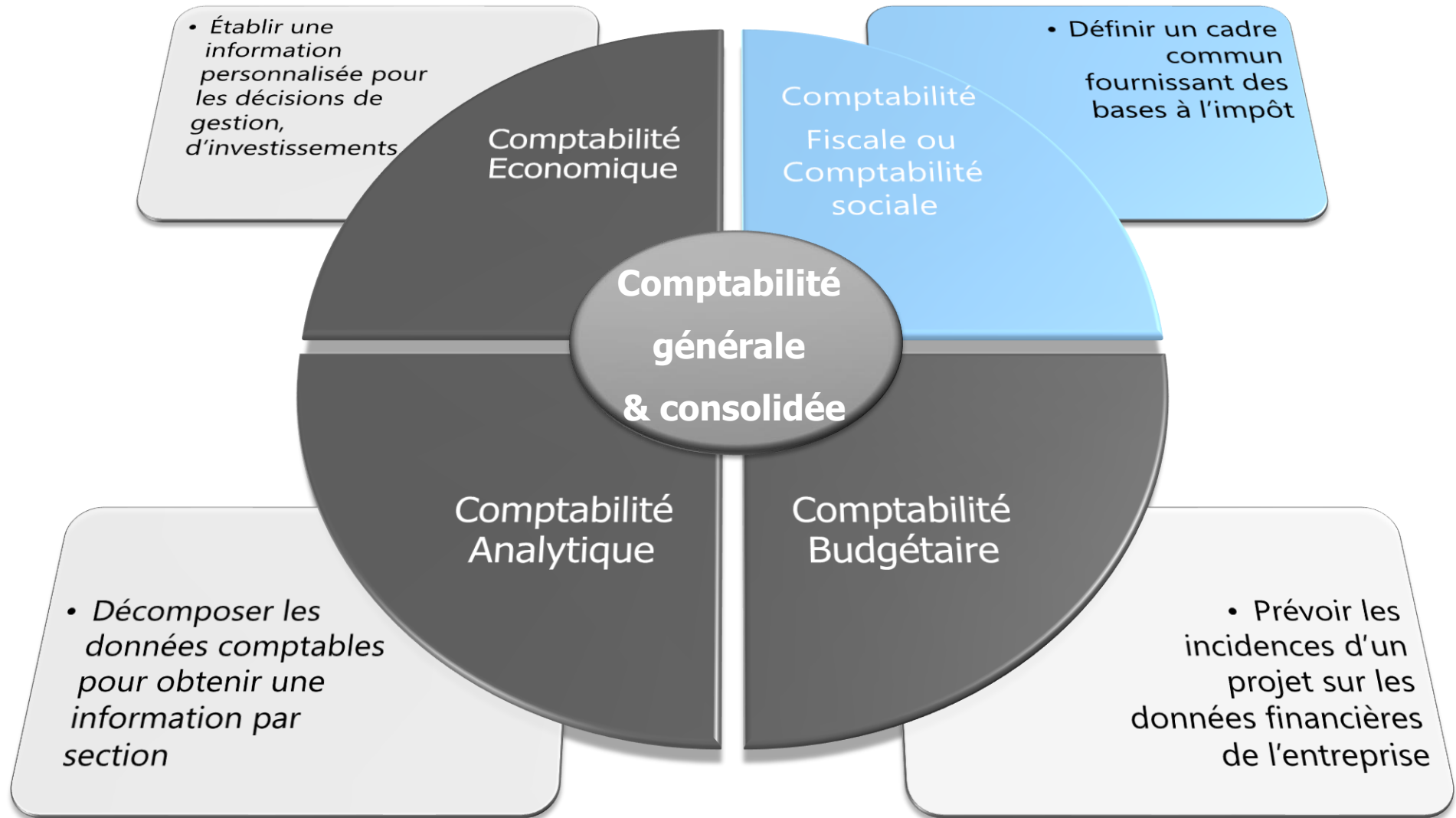
La comptabilité : pour quoi faire ?



La comptabilité : pour quoi faire ?

INFORMATION PRIVÉE, CONFIDENTIELLE

INFORMATION PUBLIÉE, PUBLIQUE



Les outils à disposition pour mesurer la performance économique ?

- ▶ Les **comptes « sociaux »** (au sens de compte de la société) sont créés par les comptables selon des normes fixes, pour répondre aux obligations légales et fiscales. Ils sont moins proches de la réalité opérationnelle que les comptes de gestion, mais ils ont l'avantage d'être encadrés et validés par le commissaire aux comptes. Ils servent au calcul de la participation et au paiement des impôts.
- ▶ Les comptes de gestion sont créés sur mesure pour l'entreprise. Ce sont les outils de base qu'utilise votre Direction pour piloter l'activité.

Ils répondent donc à des règles propres à chaque entreprise : difficile de comparer les comptes de gestion de deux entreprises, ils sont construits différemment. Selon les besoins, on a :

- ▶ **La comptabilité analytique** calcule la performance de chaque produit ou unité de production, et assure un suivi des coûts et des recettes.
- ▶ La **comptabilité budgétaire** vise à anticiper l'avenir : créer des scénarii, les comparer, les évaluer... Pour retenir au final l'option la plus probable.
 - ▶ **Elle permet de se projeter dans l'avenir et d'élaborer une stratégie d'investissements en lien avec ce qui est attendu.**

Il existe encore d'autres moyens de suivi : bilan social, bilan sécurité...

La comptabilité analytique : un outil de suivi de gestion

- ▶ Il s'agit d'une comptabilité à usage interne. Il n'y a pas de règle commune aux différentes entreprises : chaque entreprise choisit les indicateurs suivis.
- ▶ Elle est utilisée par :
 - ▶ *Le contrôle de gestion,*
 - ▶ *La direction financière*
 - ▶ *Le comité d'entreprise, lequel peut saisir les enjeux des différentes entités qui composent l'entreprise ...*
- ▶ Elle permet de définir la performance de chaque centre d'activité, site, produit ou client et aussi de comparer les performances entre elles.
- ▶ On peut établir une comptabilité analytique qui ne reprend pas les périmètres juridiques. Si l'entreprise A est centre de coûts et l'entreprise B centre de profits, les performances analytiques pour les produits qu'elles fabriquent ensemble seront établies sur la base de ressources et de coûts confondus.
- ▶ La comptabilité analytique est un outil de suivi. Elle est donc établie de façon fréquente et régulière : mensuelle, trimestrielle, semestrielle et annuelle.



La comptabilité budgétaire : un outil de prévision

- ▶ Il s'agit aussi d'une comptabilité à usage interne. Il n'y a pas de règle : chaque entreprise choisit les indicateurs suivis.
- ▶ Elle est utilisée par :
 - ▶ *Le contrôle de gestion,*
 - ▶ *La direction financière*
 - ▶ *Le comité d'entreprise d'anticiper et de mieux cerner les enjeux des différentes entités qui composent l'entreprise ...*
- ▶ Elle permet de définir la performance anticipée sur chaque centre d'activité, site, produit ou client et aussi de comparer les perspectives entre elles.
- ▶ On peut établir comme pour la comptabilité analytique , une comptabilité budgétaire qui ne reprend pas les périmètres juridiques.
 - ▶ Si l'entreprise A est centre de coûts et l'entreprise B centre de profits, les performances budgétaires pour les produits qu'elles fabriquent ensemble seront établies sur la base de ressources et de coûts confondus.
- ▶ La comptabilité budgétaire est un outil prospectif. Elle est établie de façon annuelle et peut donner lieu à une révision en cours d'année (exemple en cours d'année, en mars 2012 pour un budget initial établi en octobre 2011).





3. La comptabilité sociale

Le compte de résultat

Les comptes sociaux : le Bilan et Compte de Résultats

- Les comptes sociaux permettent de se faire une idée de la situation économique et financière de l'entreprise. Il comporte deux éléments principaux



- Le **Compte de résultat** déroule le **film** de ce qui s'est passé au cours de l'année en matière de ventes et d'achats.
- Il répond à la question : a-t-on gagné de l'argent ?

Le **Bilan** donne la **photo** de fin d'année de la situation (souvent le 31 décembre de l'année) : l'état du patrimoine :

- ▶ Ce qu'on possède (immobilisations, trésorerie, etc)
- ▶ Comment on le finance (dettes, etc)

Il répond à la question : est on en bonne santé financière ?

Lire un compte de résultat

- Le compte de résultat présente les éléments dans un ordre logique : on part du « cœur de métier » pour aller vers les opérations « périphériques ». Il se décompose en 4 grands « blocs » :

Ventes	100
Stockage	20
Total produits d'exploitation	120
Achats	10
Frais de personnel	50
Amortissement, provisions	20
Charges externes	10
Total charges d'exploitation	90
Résultat d'exploitation	30



D'abord les opérations « courantes », c'est-à-dire le cœur de métier de l'entreprise : elles permettent de dégager le **Résultat d'exploitation**.

Intérêts perçus	2
Dividendes reçus	4
Produits financiers	6
Intérêts payés	7
Charges financières	7
Résultat financier	-1



Puis les opérations « financières », relatives au financement de l'entreprise ou à la gestion de sa trésorerie : elles permettent de dégager le **Résultat financier**.

Résultat courant avant impôts	29
--------------------------------------	-----------

L'addition de ces 2 résultats permet d'obtenir le **Résultat courant avant impôts**.

Ventes d'immobilisations	10
Produits exceptionnels	10
Mises au rebut	1
Restructurations	20
Charges exceptionnelles	21
Résultat exceptionnel	-11



Puis les opérations plus atypiques, dites « exceptionnelles », qui n'entrent pas dans l'activité courante de l'entreprise : elles permettent de dégager le **Résultat exceptionnel**.

Participation	2
Impôt sur les bénéfices	5
Résultat Net	11



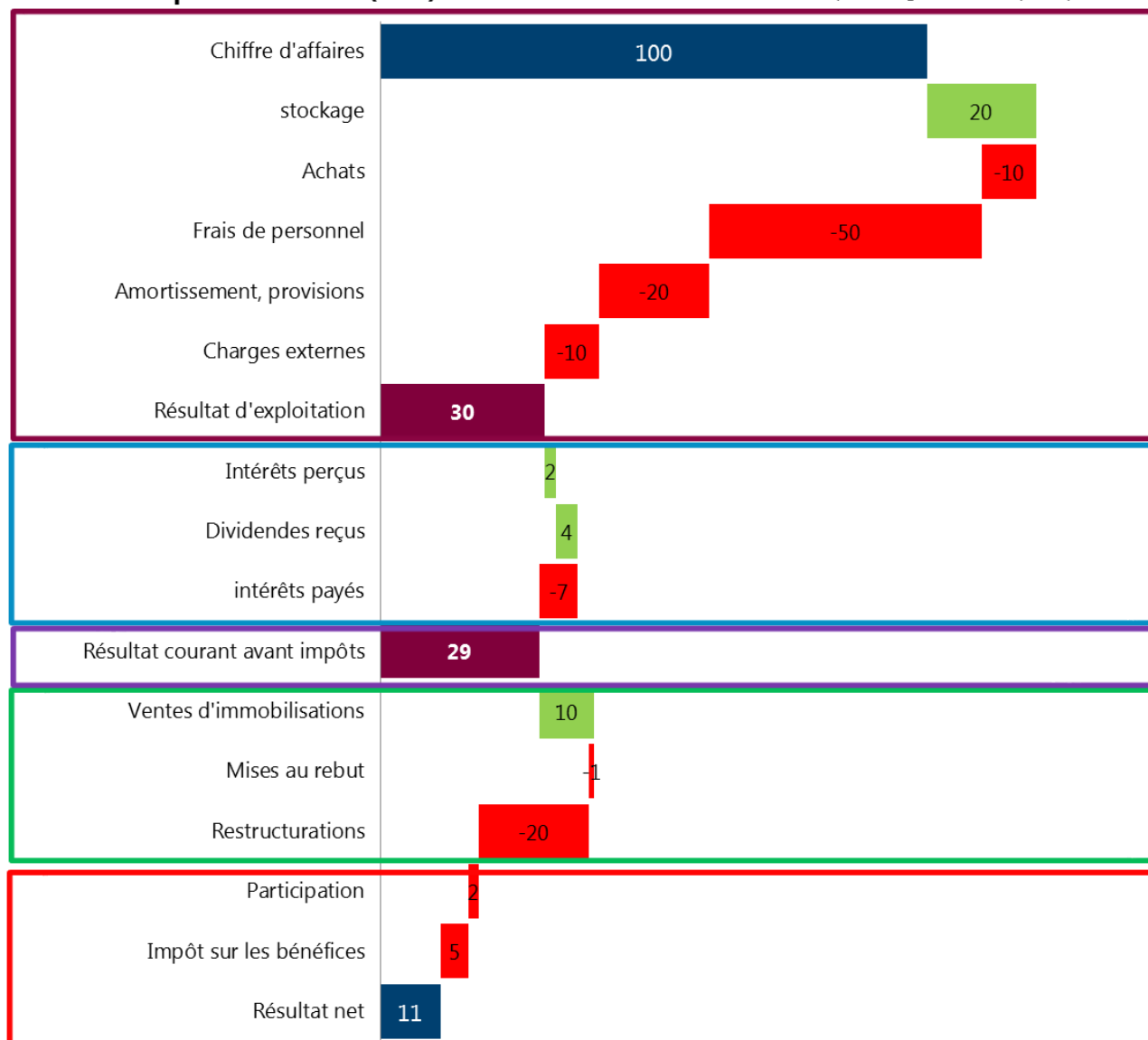
Enfin, après prise en compte de la participation à verser aux salariés et de l'impôt sur les bénéfices, on retrouve le résultat final de l'entreprise : le **Résultat net**.



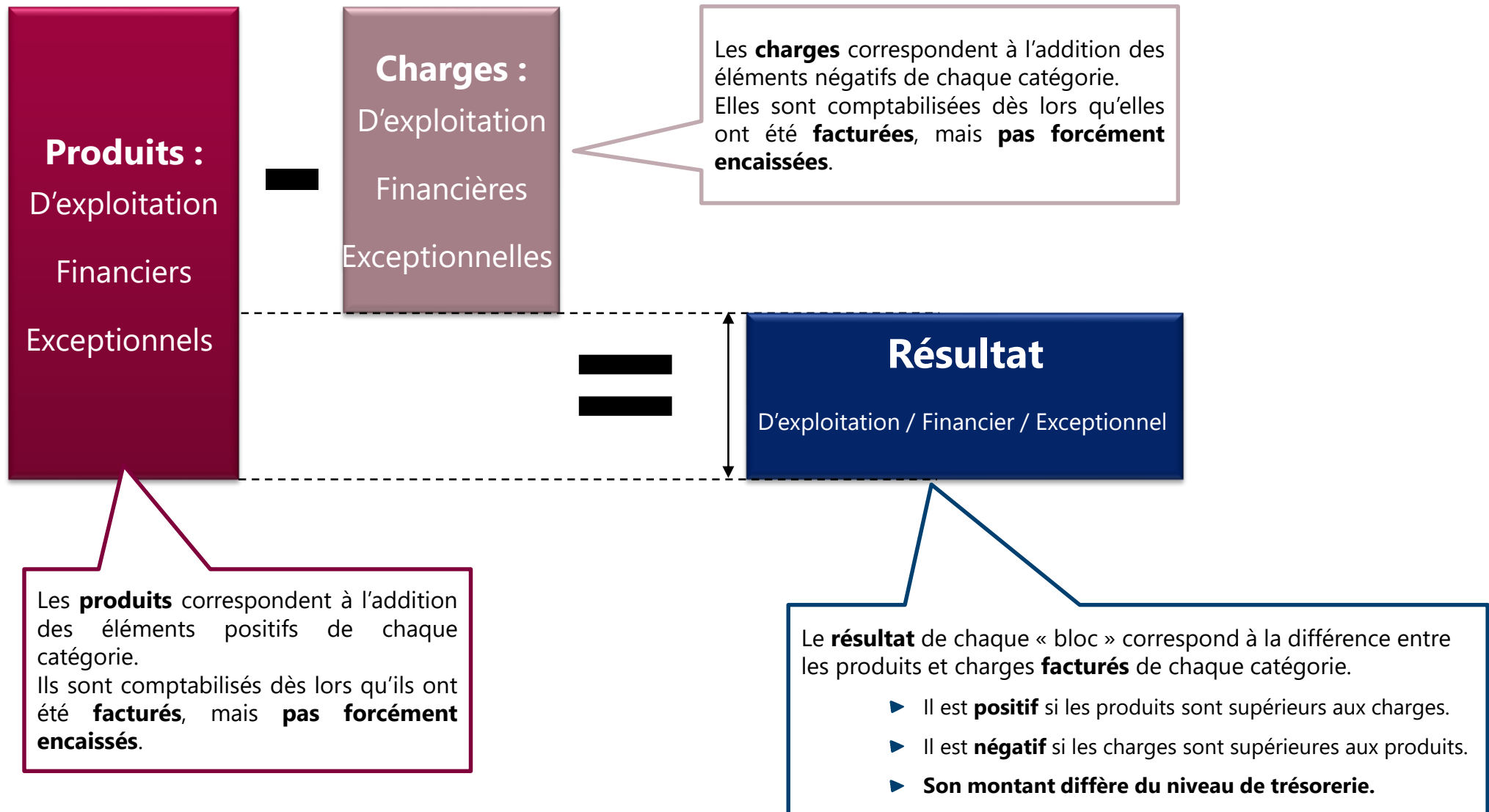
Lire un compte de résultat

Le compte de résultats (en €)

■ Impact négatif ■ Impact positif



La construction de chaque « bloc » de résultats





La comptabilité sociale

Les indicateurs à retenir

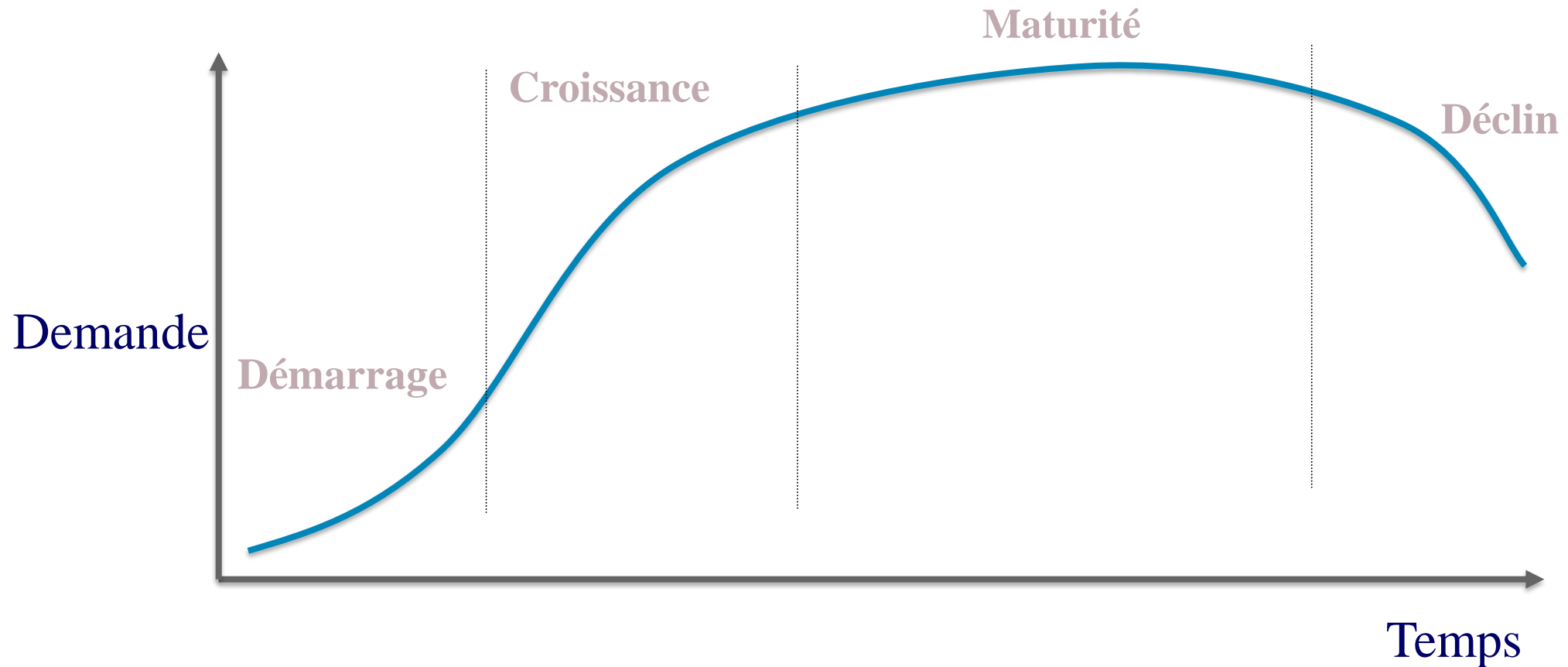
Le chiffre d'affaires

Décrypter les variations du chiffre d'affaires

- ▶ Le chiffre d'affaires varie d'un exercice à l'autre. Il intègre **uniquement les ventes facturées mais pas forcément encaissées**.
 - ▶ Le chiffre d'affaires net est comptabilisé **HT**. Il se divise en trois parties, selon l'activité de l'entreprise :
 - ▶ Les ventes de marchandises : **activité de négoce**
 - ▶ La production vendue de biens : **activité de production**
 - ▶ La production vendue de services : **activité de prestation de services**
 - ▶ **Il distingue également les ventes France et export.**
 - ▶ **Il peut varier pour plusieurs raisons :**
 - ▶ L'Effet « Périmètre » : acquisitions ou cessions d'activités
 - ▶ L'Effet « Croissance organique » : l'évolution « naturelle » des ventes
 - ▶ Effet prix – hausses de prix acceptées par les clients, ou au contraire baisses de prix concédées...
 - ▶ Effet mix : un des produits prend-il le pas sur un autre ?
 - ▶ Effet volume – est-ce que les quantités vendues ont varié ?
 - ▶ Effet change – par exemple, des ventes en Dollars ont-elles entraîné des gains / pertes, lorsque j'ai changé en Euros le montant réglé en Dollars ?
- ➔ **Ces différentes évolutions se conjuguent dans la variation de CA. Il convient de comprendre comment l'évolution constatée se répartit.**

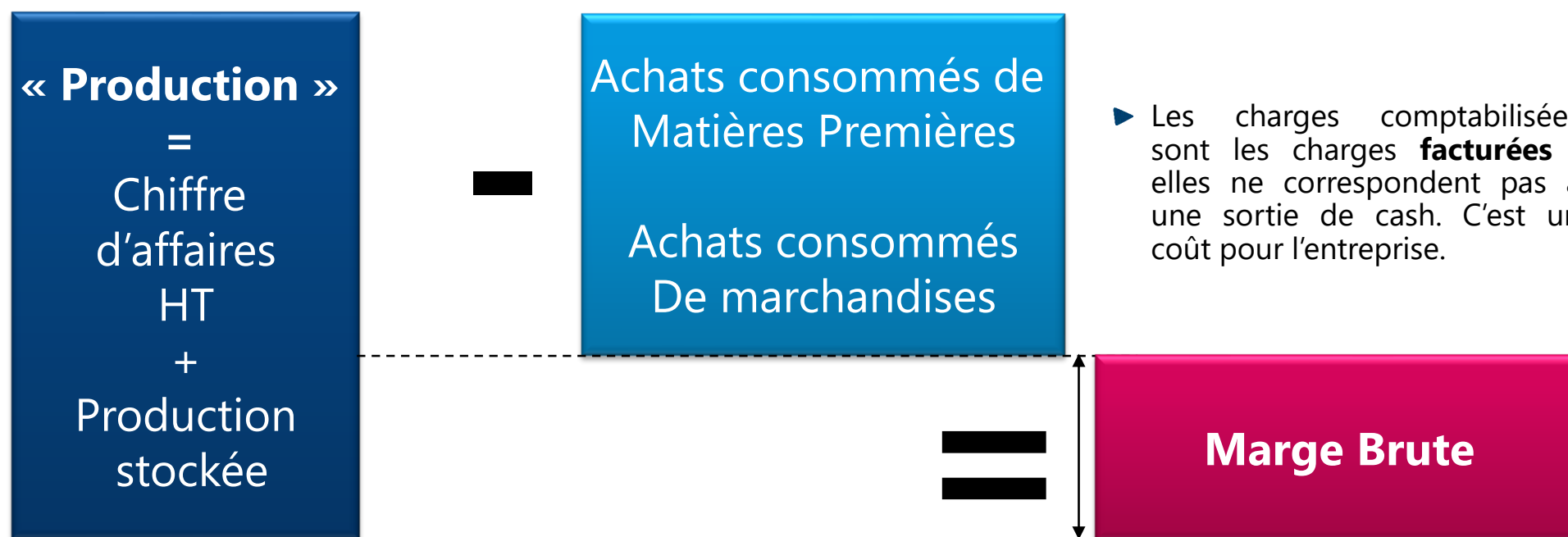
Comprendre l'évolution du chiffre d'affaires

Bien situer l'entreprise dans son cycle de vie



Produit d'exploitation - le chiffre d'affaires, mais aussi...

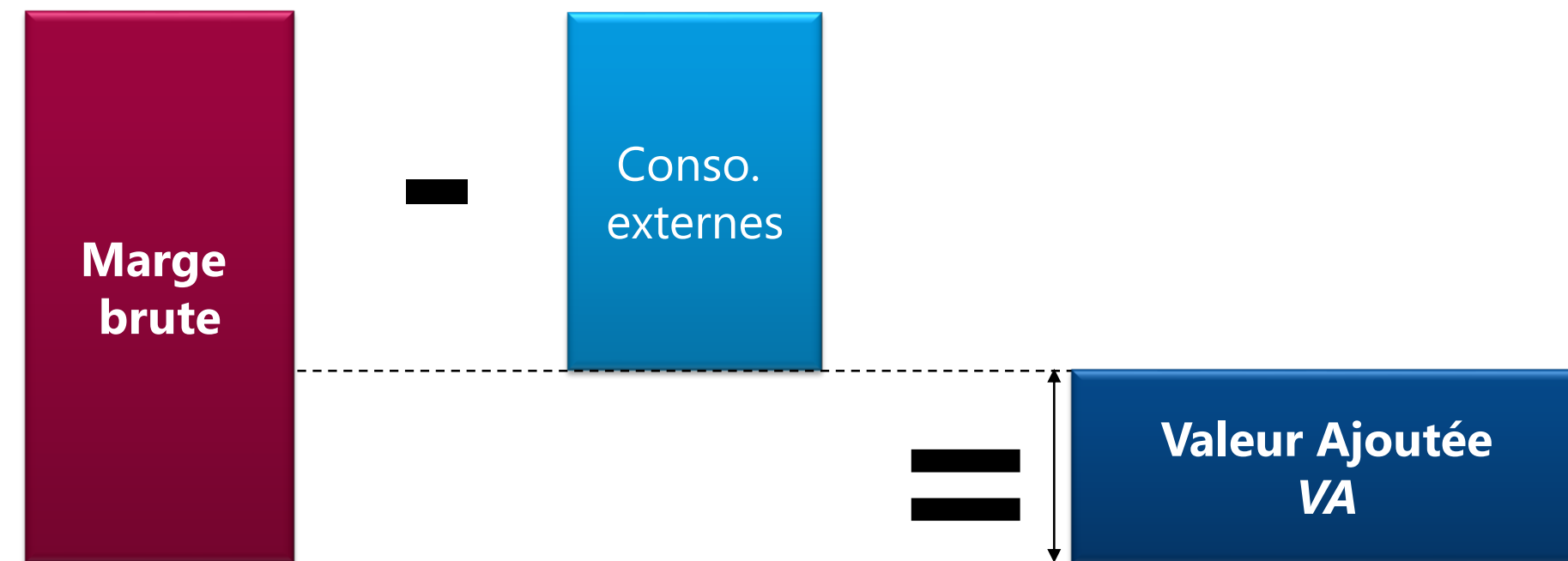
- ▶ La **Production stockée** : variation globale des stocks de produits finis et des encours de production de biens et de services. Elle est valorisée au coût de production de ces produits finis et des services mis en stocks ou déstockés.
 - ▶ Une production stockée **positive** correspond à des Produits finis, ou en-cours de production qui seront finis au cours du prochain exercice : elle a pour objectif de neutraliser les charges incorporées dans les produits mis en stock au cours de la période.
 - ▶ Elle peut résulter de la livraison d'une commande dans les premiers jours de l'exercice suivant, ou encore s'expliquer par un stock de sécurité (Anticipation d'un arrêt d'activité ou d'un transfert d'activité à venir), ou être une opportunité sur un cours de matières intéressant (anticipation d'une hausse).
 - ▶ Une production stockée **négative** a pour objectif de prendre en compte les charges incorporées dans les produits finis vendus qui proviennent du déstockage. La société a donc vendu plus qu'elle n'a produit sur l'exercice.
 - ▶ Elle peut résulter de l'impossibilité d'acheter des matières ou composants, ou encore résulter d'une commande exceptionnelle.
- ▶ La **Production immobilisée** : immobilisations réalisées par l'entreprise pour elle-même, exprimée en coûts de production (démonstrateur pour un show-room, R&D, etc).
 - ▶ Cette production immobilisée n'est donc pas destinée à être vendue, contrairement à la production stockée.
- ▶ Les Subventions d'exploitation reçues sur l'exercice.
- ▶ Les Reprises sur amortissements et provisions et transferts de charges :
 - ▶ Reprises sur provisions : voir la partie « amortissement et provisions »
 - ▶ Transferts de charges : contreparties d'opérations qui ne peuvent être affectées sans équivoque au moment où l'entreprise enregistre son écriture comptable (comptabilisation d'avantages en nature, indemnités d'assurances, etc).
- ▶ Autres produits – non directement liés à l'activité normale de l'entreprise - par exemple la vente de rebuts.



La **marge brute** représente la différence hors taxes (HT) entre le prix de vente et le coût de revient de biens ou de services.

L'**analyse de l'évolution du taux de marge brute** (ratio : Marge brute / Production) permet d'évaluer le **pouvoir de négociation** de l'entreprise face à ses clients et fournisseurs.

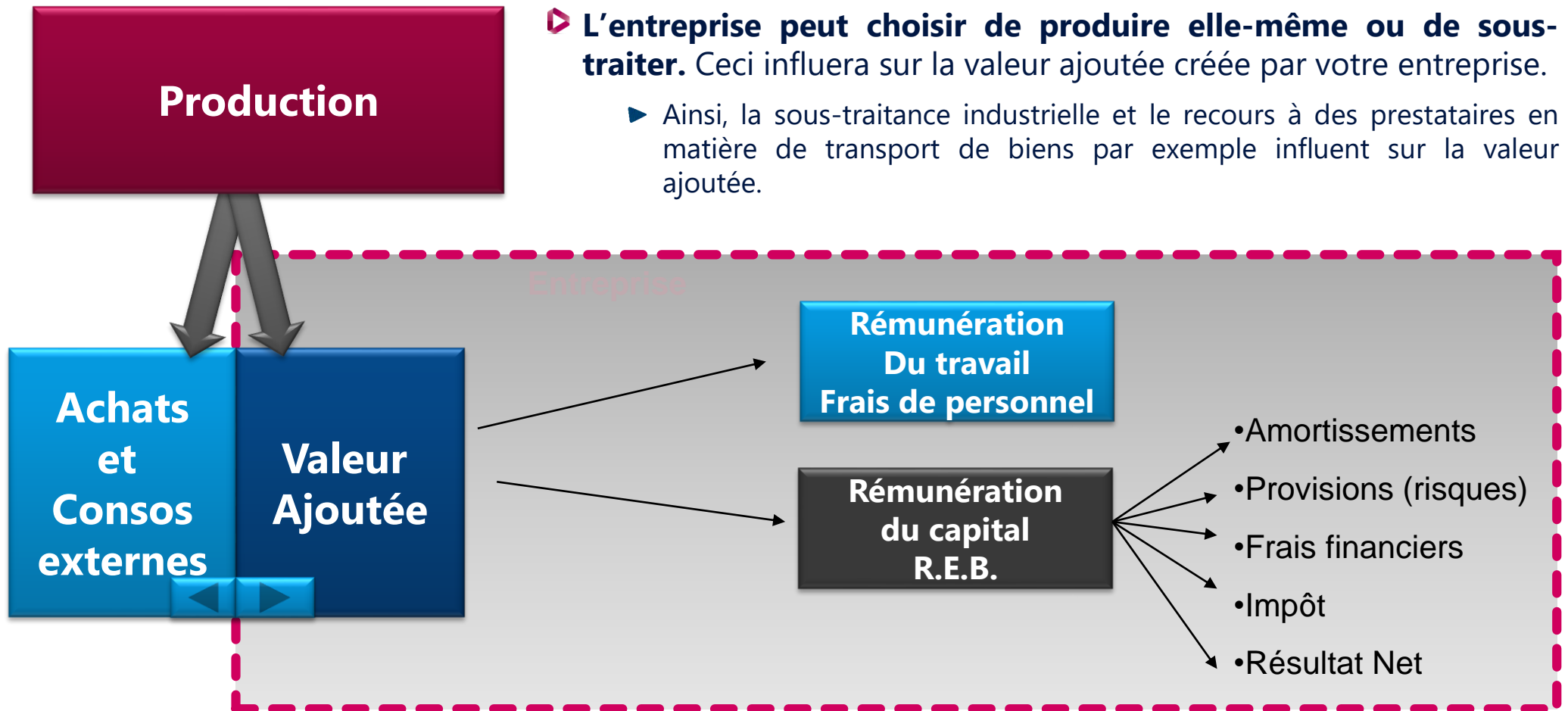
La Valeur Ajoutée : un 1er Solde Intermédiaire de Gestion pour commencer à comprendre les arbitrages de gestion (1/2)



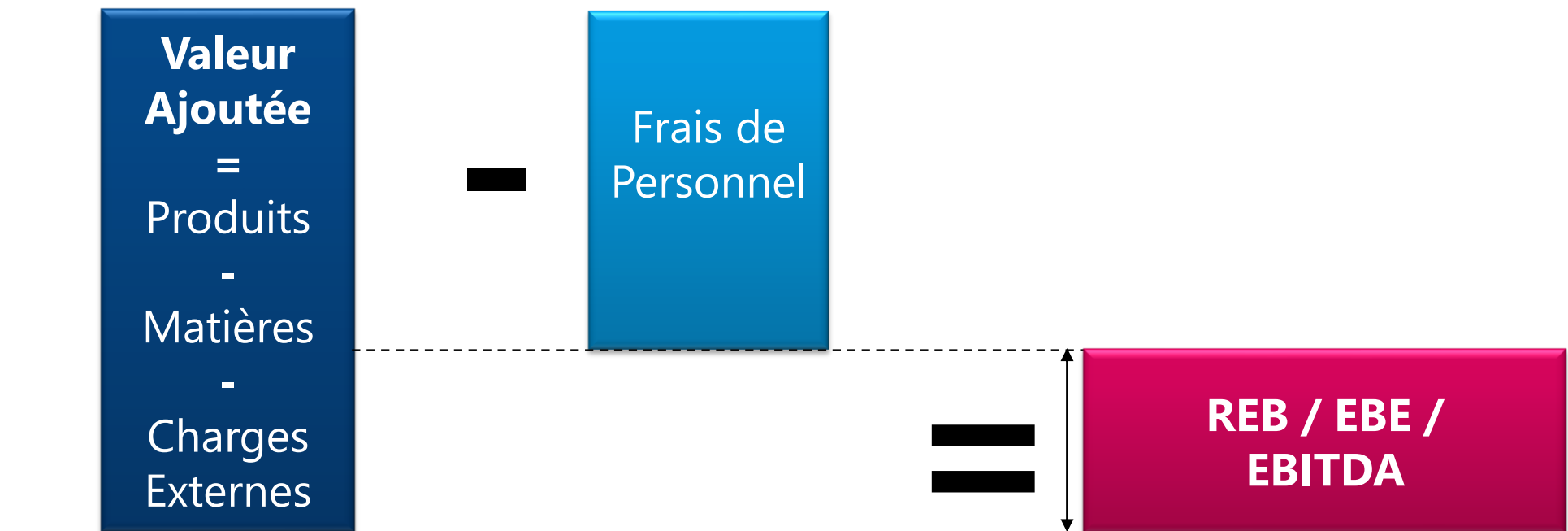
La valeur ajoutée est l'argent dont l'entreprise dispose ***après avoir réglé tous ses fournisseurs extérieurs.***
Elle répond à la question : « faire ou acheter »?

La Valeur Ajoutée : un 1er Solde Intermédiaire de Gestion pour commencer à comprendre les arbitrages de gestion (2/2)

- ▶ La valeur ajoutée représente la **valeur créée par l'entreprise**
- ▶ **L'entreprise peut choisir de produire elle-même ou de sous-traiter.** Ceci influera sur la valeur ajoutée créée par votre entreprise.
 - ▶ Ainsi, la sous-traitance industrielle et le recours à des prestataires en matière de transport de biens par exemple influent sur la valeur ajoutée.



De la Valeur Ajoutée à l'EBE EBITDA, EBE ou REB (1/2)

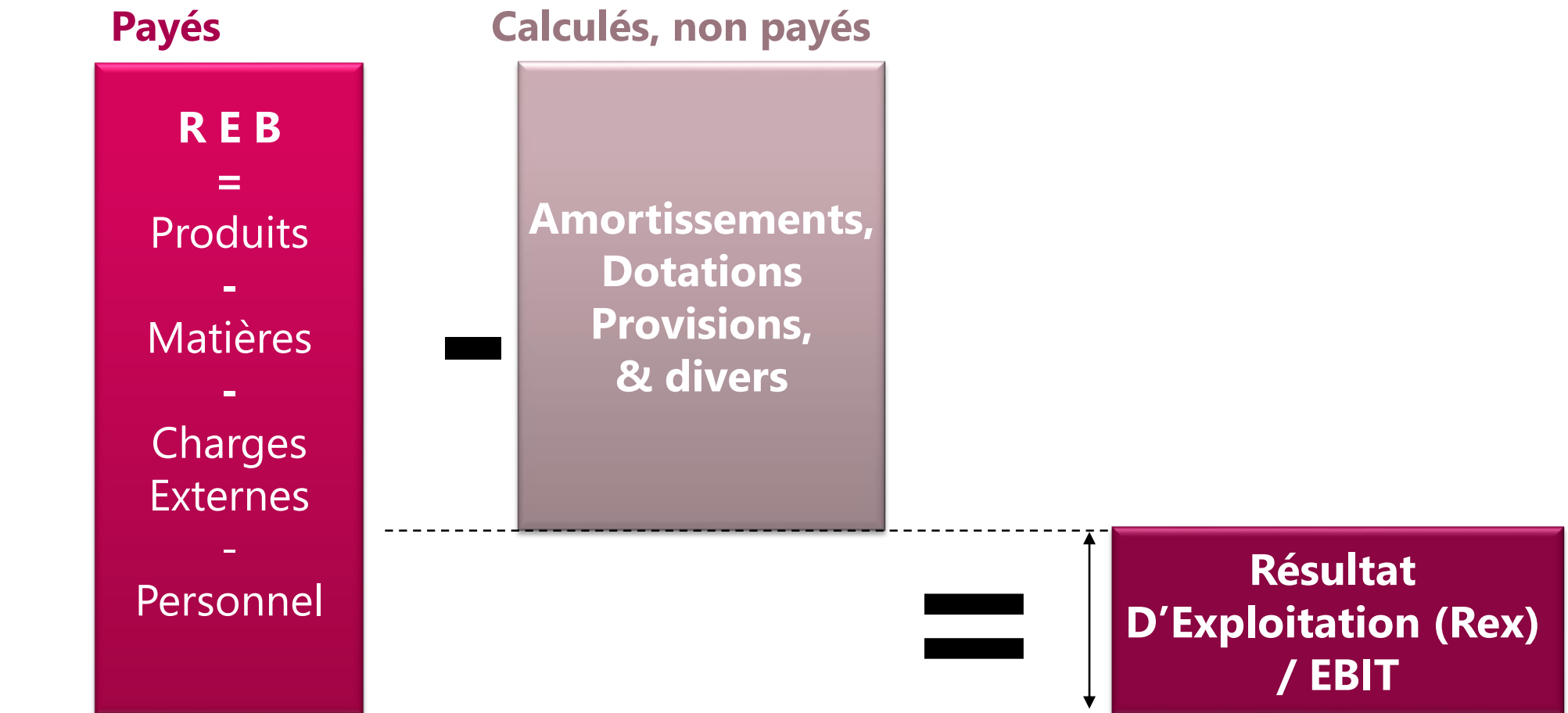


Le résultat économique brut (REB) ou excédent brut d'exploitation (EBE) ou Earning Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization (EBITDA) est le solde entre la production *encaissable* et les charges *décaissables* nécessaires à sa réalisation (consommations, achats externes, personnel).

- ▶ La valeur ajoutée sert à rémunérer les salariés et à rémunérer les actionnaires.
- ▶ Rémunérer les salariés revient à payer les « frais de personnel » interne ou masse salariale.
- ▶ On peut considérer que les frais de personnel externe pourraient être réintégrés dans une rubrique globale « frais de personnel » au sens large.
 - ▶ *les frais de personnel externe sont enregistrés en charges externes, ils ne figurent pas dans la masse salariale. Il s'agit :*
 - ▶ *Des frais d'intérim ...*
 - ▶ *...et des frais de prestataires R&D.*
 - ***Pour rétablir un coût économique des ressources humaines mobilisées dans l'exercice, on les ajoute aux frais de personnel (personnel en CDI ou CDD) dans le compte de résultat ...***
 - ***... afin d'obtenir une valeur ajoutée théorique (diminution des charges externes suite à ce retraitement).***
- ▶ Indemnités de licenciement – Retraitées en charges exceptionnelles = on peut être tenté de les réintégrer dans les frais de personnel ... surtout si elles ne sont pas exceptionnelles



Le Résultat d'Exploitation ou Earning Before Interest and Taxes (EBIT)



Le REX est l'indicateur qui permet de **mesurer si l'activité de l'entreprise génère un profit ou une perte**. Il tient compte de toutes les charges d'exploitation.

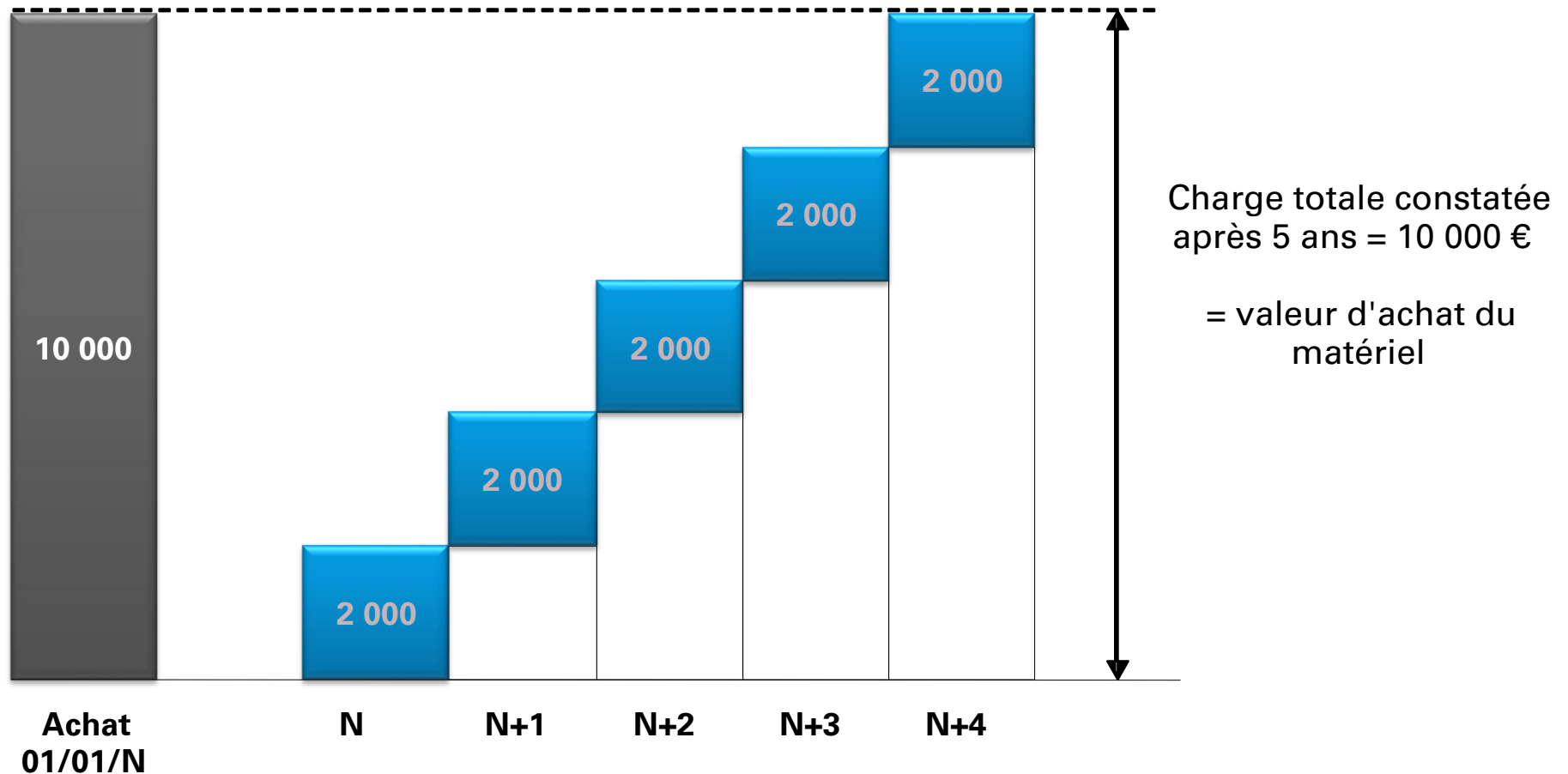
On compare le REX au CA pour obtenir la marge d'exploitation : REX/CA

Les charges calculées - Amortissements et provisions

- ▶ Certaines dépenses sont décalées par rapport à l'exercice :
 - ▶ elles concernent plusieurs exercices futurs. On dit que les investissements sont **amortis**.
 - ▶ ou découlent de l'activité antérieure (garantie, risques, dépréciation). On dit que par prudence on constitue des **provisions** pour **anticiper la réalisation d'un risque**.
 - ▶ **Dans l'exercice, on calcule une charge *sans* sortie d'argent : elle n'est pas *décaissable*.**
 - ▶ Ces charges calculées servent à prendre en compte:
 - ▶ l'usure des biens d'investissement (**les amortissements**)
 - ▶ les risques prévisibles pour l'entreprise (**les provisions**).
- l'ensemble de ces dépenses permet à l'entreprise de préparer l'avenir en couvrant ses risques et en permettant de financer les investissements**
- Préparer l'avenir implique de l'argent disponible, d'où l'appellation de charges calculées (et non décaissées)**

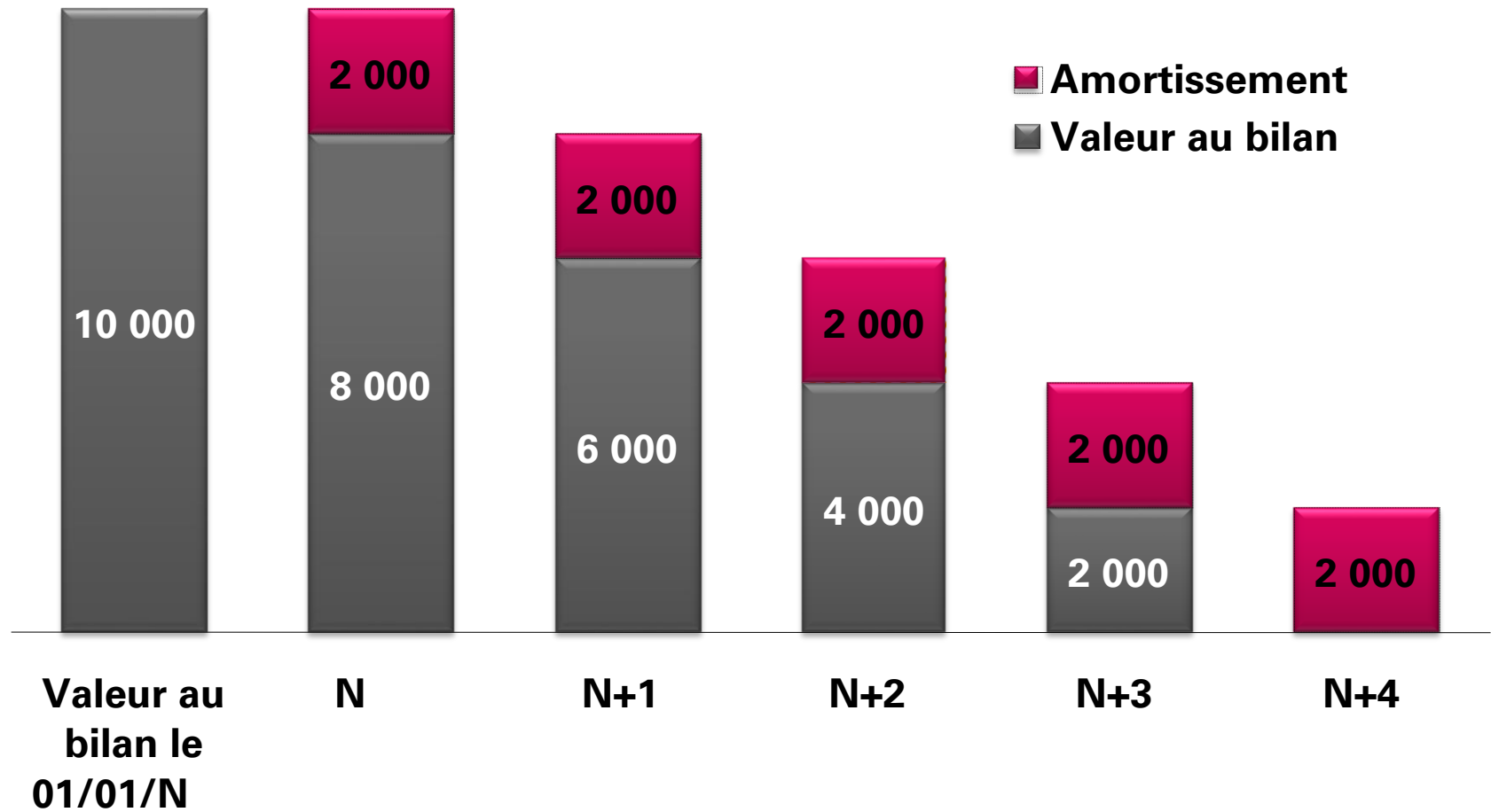
Les amortissements - Les charges annuelles d'amortissement

- ▶ L'entreprise achète 10 000 € une machine le 01/01/N et pense l'utiliser pendant 5 ans.
 - ▶ Ces 10 000 € payés en N permettront la production des années N, N+1, N+2, N+3 et N+4.
 - ▶ Pendant ces 5 années, l'entreprise constatera 2 000 € de charge par an (soit 10 000 € / 5 ans)
 - ▶ les charges annuelles d'amortissements sont appelées **dotations aux amortissements**.



Les amortissements - La valeur des biens amortis au bilan

- ▶ la valeur du matériel au bilan diminue du montant des amortissements comptabilisés



Les dotations aux provisions

Risque constaté au cours de l'exercice 2015

Un client
risque de
ne pas me
payer une
facture de
X €



Opération comptable

Dotation aux
provisions
en 2015
de X €
(charge
diminuant le
résultat 2015)

Evènement constaté au cours de l'exercice 2016

Scenario A :
Finalement, le client
me paye la totalité de
la facture



Reprise sur provision
de X €
**(impact favorable
sur le résultat 2016)**

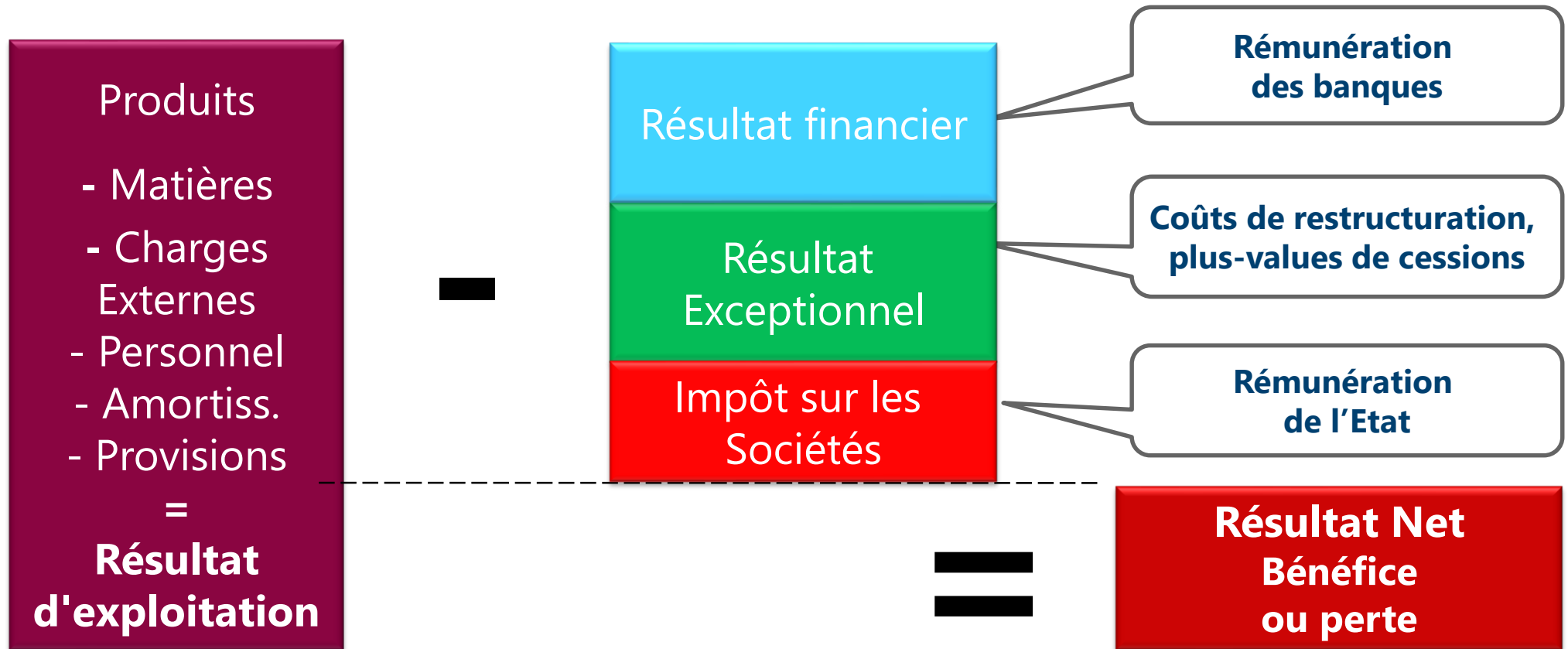
Scenario B :
Le client fait faillite.
Je ne serai jamais payé



Reprise sur provision
de X €
+ Charge exceptionnelle
**(impact neutre
sur le résultat 2016)**



Résultat Net – Quelle part distribuable aux actionnaires ?



Le résultat exceptionnel doit être regardé de près : les événements non récurrents sont comptabilisés à ce niveau.
On comparera le résultat net au CA pour obtenir la marge nette → $RN/CA = \text{marge nette}$

Liasse et limite de la liasse

- ▶ Les comptes sociaux sont un des outils obligatoirement remis aux élus du comité d'entreprise afin qu'ils puissent se faire une idée de la situation économique et financière de l'entreprise.
- ▶ Néanmoins cette information n'est pas suffisante.
- ▶ Ces derniers ne permettent pas, par exemple, d'avoir une vue des performances par division comptabilité analytique ou budgétaire :

	Division A	Division B	Division C	Information liasse fiscale
Chiffre d'affaires	100	200	50	350
Résultat d'exploitation	30	-40	0	-10
Résultat net	20	-50	-10	-40

- ▶ Ce document ne permet pas non plus d'obtenir une vue des marges réalisées sur chacun des contrats clients.
- ▶ Il est un document édité une fois par an en fin d'exercice comptable. Ce n'est donc pas un outil de pilotage de la performance, car elle ne donne pas d'informations de la situation de l'entreprise en temps réel en cours d'année.

- ▶ **Valeur Ajoutée – Reflet de choix d'organisation industrielle et d'arbitrage entre fabriquer et sous-traiter.**
- ▶ **Résultat Economique Brut - Richesse générée par l'exploitation, sans prendre en compte l'impact de la fiscalité (amortissements) et du mode de financement.**
- ▶ **Résultat d'Exploitation - Mesure le résultat lié à l'activité de l'entreprise après impact des amortissements et des provisions.**
- ▶ **Résultat Courant – C'est la somme du Résultat d'Exploitation et du Résultat Financier.**
- ▶ **Résultat Net - Résultat distribuable aux actionnaires ou bien qui restera dans l'entreprise en cas de non distribution. Il permet de déterminer le taux de rentabilité comptable des fonds propres.**



3 COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts).

Désignation de l'entreprise:

Néant

1er EXEMPLAIRE DESTINÉ A L'ADMINISTRATION

		Exercice N			Exercice (N-1)	
		France	Exportations et livraisons intracommunautaires	Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA 20 767 290	FB 14 456 678	FC 35 223 968	43 593 958	
	Production vendue { biens * services	FD 104 775 456	FE 129 438 675	FF 234 214 131	231 214 402	
		FG 12 485 983	FH 4 442 821	FI 16 928 804	13 505 634	
	Chiffres d'affaires nets *	FJ 138 028 729	FK 148 338 174	FL 286 366 903	288 313 994	
	Production stockée *			FM 2 605 691	(3 034 231)	
	Production immobilisée *			FN 54 059	107 470	
	Subventions d'exploitation			FO 66 922	47 586	
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges * (9)			FP 3 620 607	4 240 830	
	Autres produits (I) (11)			FQ 672 955	965 957	
	Total des produits d'exploitation (2) (I)				FR 293 387 137	290 641 606
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane) *			FS 25 777 366	27 506 616	
	Variation de stock (marchandises)			FT (2 966 786)	(194 477)	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) *			FU 122 015 203	109 002 542	
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements) *			FV (1 078 611)	2 162 320	
	Autres achats et charges externes (6 bis) *			PW 61 991 144	55 595 240	
	Impôts, taxes et versements assimilés *			EX 4 778 425	5 178 835	
	Salaires et traitements *			FY 41 412 376	39 634 456	
	Charges sociales (10)			FZ 19 464 698	18 515 760	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations { - dotations aux amortissements * - dotations aux provisions			GA 6 481 340	5 902 652
					GB	
		Sur actif circulant : dotations aux provisions *			GC 2 373 192	1 169 705
		Pour risques et charges : dotations aux provisions			GD 1 037 550	758 919
	Autres charges (12)			GE 454 555	1 794 686	
Total des charges d'exploitation (4) (II)				GF 281 740 452	267 027 254	
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (II - III)				GG 11 646 685	23 614 352	
opérations en continu	Bénéfice attribué ou perte transférée *			GH	(III)	
	Perte supportée ou bénéfice transféré *			GI	(IV)	
FINANCIERS	Produits financiers de participation (5)			GJ 9 564 854	2 787 862	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)			GK 2 945 860	913 195	
	Autres intérêts et produits assimilés (5)			GL 867	92 980	
PRODUITS FINANCIERS	Reprises sur provisions et transferts de charges			GM 293 553	312 467	
	Différences positives de change			GN 272 919	268 120	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			GO 13 617	379	

1er EXEMPLAIRE DESTINÉ A L'ADMINISTRATION

Désignation de l'entreprise _____ Néant <input type="checkbox"/>		Exercice N	Exercice N - 1
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	A 228 421	2 521 25
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	IB 10 196	32 271 92
	Reprises sur provisions et transferts de charges	C 1 247 280	1 522 00
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	D 1 485 897	36 315 17
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	IE 783 021	1 215 77
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	IF 53 777	22 869 48
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	G 2 366 485	1 919 14
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	H 3 203 283	26 004 40
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		I (1 717 386)	10 310 77
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		J 1 328 255	2 946 04
Impôts sur les bénéfices * (X)		K (167 876)	4 580 89
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V - VII)		L 307 964 704	331 331 78
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		M 286 733 145	301 241 02
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)		N 21 231 559	30 090 76
(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	O	
(2)	Dont { produits de locations immobilières produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	Y 129 413	
		G	
(3)	Dont { - Crédit-bail mobilier * - Crédit-bail immobilier	P	
		Q	
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	H	
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	J 12 510 714	
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	K	
(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)	X 57 160	
(9)	Dont transferts de charges	L 574 039	
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	2	
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	3 358 798	
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	4 186 100	
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A8 _____ obligatoires A9 _____		
(7)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :	Exercice N	
		Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :	Exercice N	
		Charges antérieures	Produits antérieurs

010) Cegid ServantSoft - ETIAFI



4. Le bilan : de quoi est-il constitué ?

Les comptes sociaux : le Bilan et Compte de Résultats



- Le **Compte de résultat** déroule le **film** de ce qui s'est passé au cours de l'année en matière de ventes et d'achats.
- Il répond à la question : a-t-on gagné de l'argent ?

- ▶ Le **Bilan** donne la **photo** de fin d'année de la situation (souvent le 31 décembre de l'année) : l'état du patrimoine :
 - ▶ Ce qu'on possède (immobilisations, trésorerie, etc)
 - ▶ Comment on le finance (dettes, etc)
- ▶ Il répond à la question : est on en bonne santé financière ?

À quoi ressemble un bilan ?

À quoi utilisons-nous l'argent ?



Actif

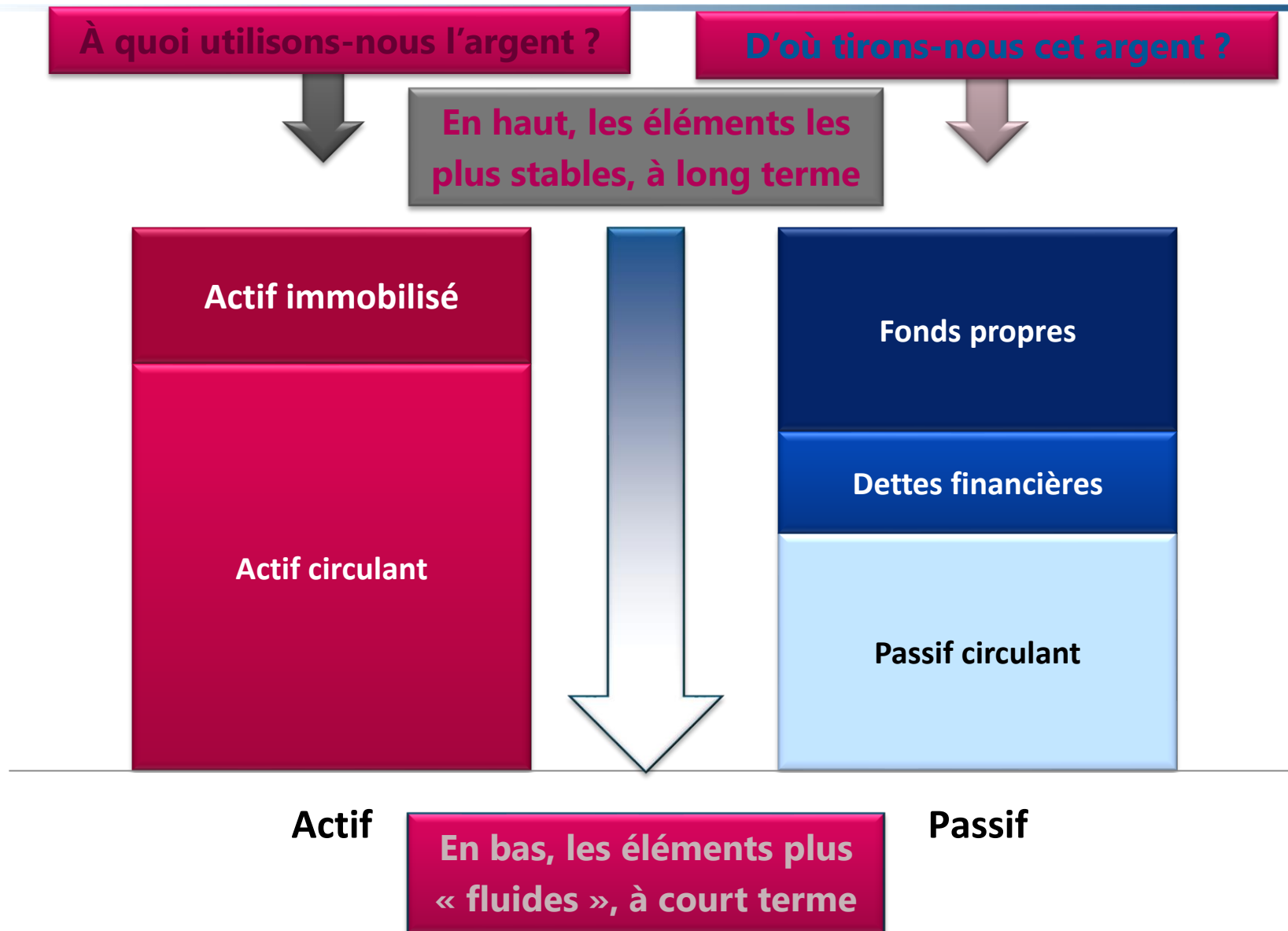
D'où tirons-nous cet argent ?



Passif

Le bilan est forcément toujours équilibré
Total Actif = Total Passif

À quoi ressemble un bilan ?



À quoi ressemble un bilan ?

À quoi utilisons-nous l'argent ?

D'où tirons-nous cet argent ?

En haut, les éléments les plus stables, à long terme

Immobilisations :
terrains, bâtiments,
machines, véhicules...

Actif immobilisé

Stocks : matières, pièces,
produits finis...

Créances clients, Etat...

Comptes courants :
prêts au groupe

Liquidités : caisse,
banque

Actif circulant

Actionnaires : capital,
réserves, résultat...

Fonds propres

Banques : dettes long
terme

Dettes financières

Dettes d'exploitation:
État, fournisseurs,
salariés, Urssaf

Passif circulant

Prêts à court terme du
groupe (comptes
courants)
Découvert bancaire...

Actif

En bas, les éléments plus
« fluides », à court terme

Passif

À quoi sert le bilan ? Pourquoi devez-vous comprendre ?

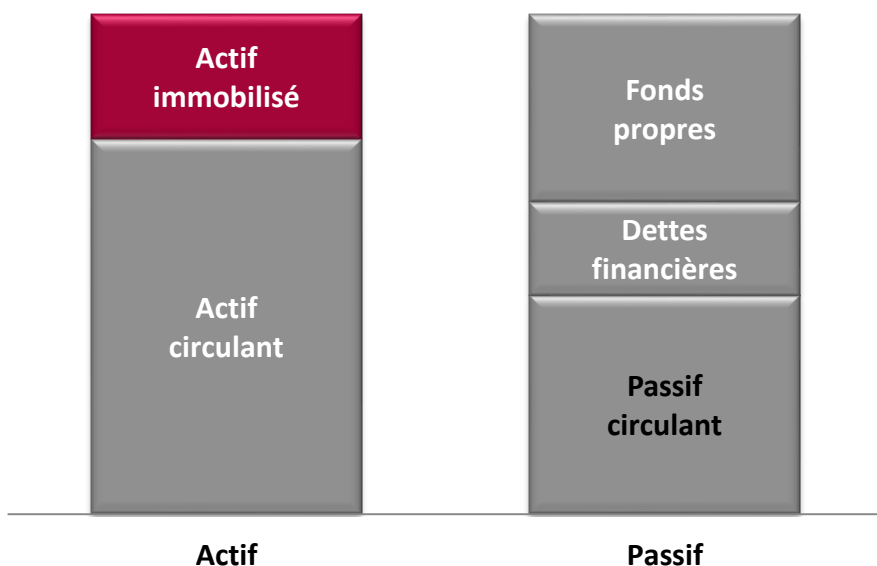
Il vous donne une image de la situation de votre entreprise à une date donnée.

- ▶ Comment ont été financées les immobilisations (usines, entrepôts, matériel ...) ?
 - ▶ Les fonds propres : les apports des actionnaires accompagnent ou non le développement de votre entreprise.
 - ▶ Votre entreprise s'est bâtie en ayant un recours important à la dette ?
 - ▶ Vous êtes peu endetté : vous pouvez être serein concernant une éventuelle acquisition financée par recours à la dette d'un montant raisonnable !
 - ▶ Vous êtes très endettés. Un endettement excessif constitue un risque.

- ▶ Quelle est la mécanique de financement de votre entreprise ? De son activité courante ?
 - ▶ Type grande distribution : le client paie immédiatement, le fournisseur est payé plus tard
→ Une activité dont le cycle de paiements génère du cash.

 - ▶ Type industrie lourde : les clients paient à 90 jours, les fournisseurs doivent être payés à 30 jours. Ces délais de règlement, et les stocks, doivent être financés par votre entreprise.
→ Une activité dont le cycle de paiements consomme du cash.

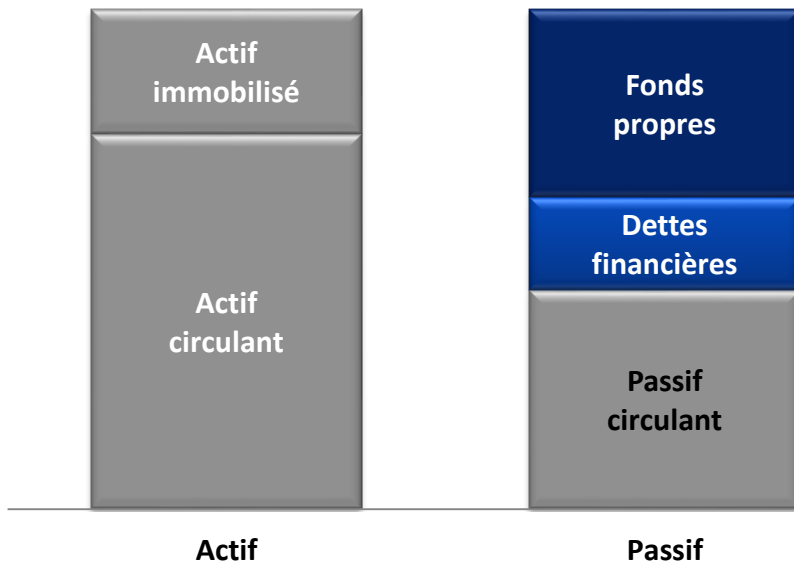
Actif immobilisé : des besoins de financement à long terme



→ Il s'agit d'actifs détenus à long terme

- ▶ Les immobilisations sont réparties en 3 niveaux :
 - ▶ Immobilisations incorporelles (brevets, marques,...)
 - ▶ Immobilisations corporelles (y compris les encours) qui comprennent :
 - ▶ Les biens permettant l'exploitation quel que soit leur régime de propriété : usine, hôtel, machine ...
 - ▶ Les biens acquis ou créés par l'entreprise, dont l'entreprise est propriétaire.
 - ▶ Immobilisations financières (titres de participation, créances rattachées..)
 - ▶ Participations dans des entreprises où votre entreprise détient une influence notable, une détention durable et utile à l'activité de l'entreprise,
 - ▶ Prêts octroyés à des entités dans lesquelles votre entreprise a une participation.
- ▶ Elles sont inscrites en valeur brute au bilan (en M€).
- ▶ Elles varient en fonction :
 - ▶ des investissements (+),
 - ▶ des amortissements et dépréciations (-),
 - ▶ des cessions (-).

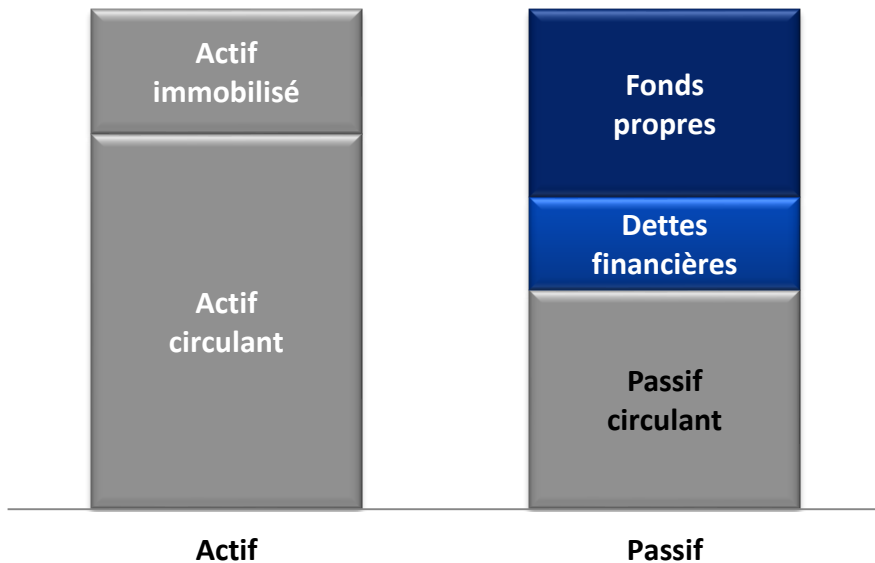
Capitaux propres et Dettes financières: d'où viennent les ressources à long terme ?



Les actifs à long terme doivent être financés par des ressources à long terme.

- Les Fonds Propres sont les capitaux propres, auxquels on ajoute les résultats chaque année et dont on déduit les dividendes distribués.
 - > Les fonds propres varient chaque année.
 - > Les actionnaires apportent parfois des sommes complémentaires afin de permettre une opération de croissance externe ou de désendetter l'entreprise.
- Si ses ressources propres se sont pas suffisantes, l'entreprise a recours à l'endettement pour :
 - > Financer ses investissements, l'entretien et le renouvellement de ses immobilisations.
 - > Financer son développement.
- Les dettes de l'entreprise comprennent notamment des dettes financières.
 - > Elles sont habituellement ventilées :
 - Selon leur échéance (plus de 5 ans, plus d'1 an et > 1 an)
 - Selon leur origine (groupe, banques)
- Les autres dettes sont liées à l'exploitation, et donc, sont de court terme.

Capitaux propres et Dettes financières : quel équilibre ?

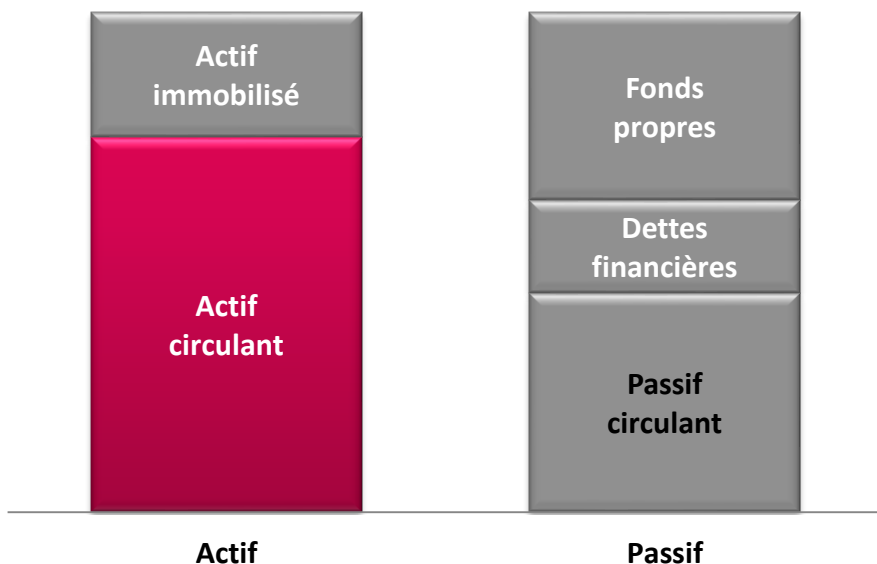


▶ L'équilibre entre fonds propres et dette financière est essentiel.

- ▶ Si une entreprise est très endettée,
 - ▶ Elle supporte des intérêts importants, qui affectent son résultat
 - ▶ Elle peut avoir du mal à trouver des financements en cas d'imprévu
- ▶ Si une entreprise est très peu endettée,
 - ▶ On peut se demander si elle n'est pas sur-capitalisée, ce qui a des impacts sur la participation.

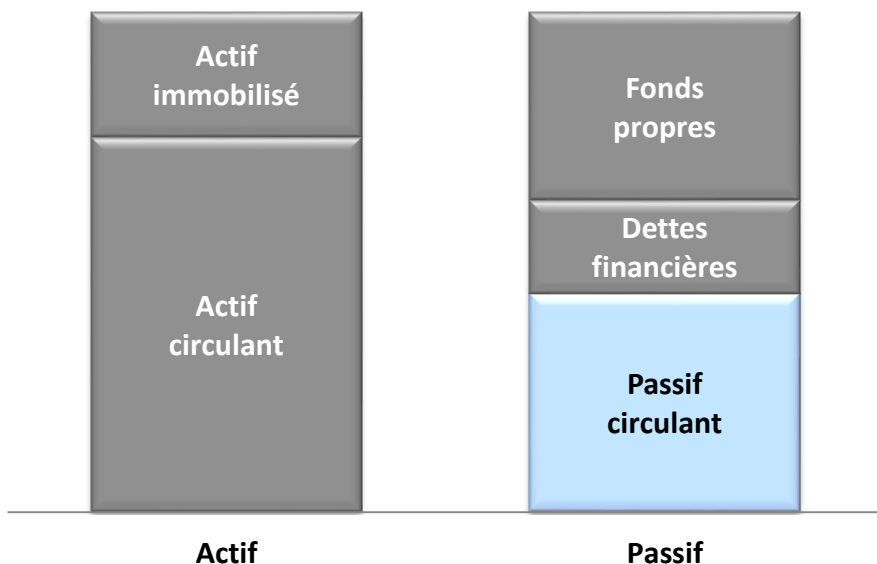
Les ressources à long terme
doivent être composées de
façon équilibrée : trop de dette
fragilise.

L'actif circulant : des besoins de financement à court terme



- ▶ L'actif circulant regroupe l'ensemble des actifs générés par les opérations courantes du cycle d'exploitation, et destinés à être réglés, consommés ou cédés à court ou moyen terme :
 - ▶ Stocks (matières premières, fournitures...).
 - ▶ Créances clients.
 - ▶ Créances sur l'État et les collectivités.
 - ▶ Autres créances.
 - ▶ Trésorerie et valeurs mobilières de placement (argent placé à court terme).
- ▶ Les stocks et les créances clients sont « réalisables », c'est-à-dire qu'il est possible de les transformer en cash presque immédiatement.
- ▶ Souvent, lorsqu'une entreprise connaît de la croissance, son actif circulant augmente mécaniquement : il lui faut plus de stock, elle a plus de clients en cours de règlement... Ces éléments créent des besoins de trésorerie...

Le passif circulant : des sources de financement à court terme



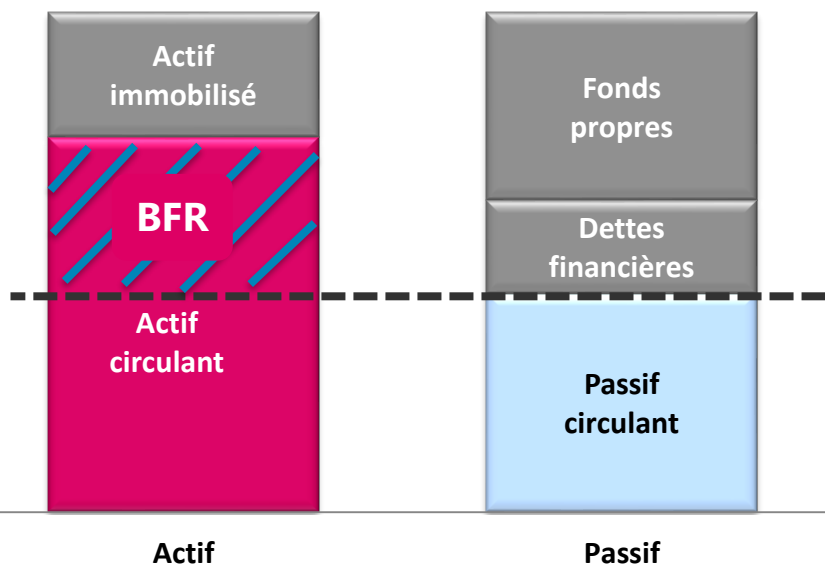
▶ Le passif circulant, ce sont les dettes à court et moyen terme liées aux opérations courantes de l'entreprise :

- ▶ Dettes fiscales et sociales :
 - ▶ Dettes Salariés : primes à payer, de droits à congés payés, etc...
 - ▶ Dettes sécurité sociale : charges sociales payées trimestriellement, mais enregistrées chaque mois
 - ▶ Dettes fiscales : impôts, etc
- ▶ Dettes Fournisseurs :
 - ▶ Selon les secteurs d'activité, les paiements sont au comptant, à 30 jours ou 90 jours, voire plus...
 - ▶ Ces dettes varient au fil de l'année, selon les niveaux d'activité.

▶ Le passif circulant représente les sommes qui sont dues par l'entreprise à différents partenaires.

- ▶ Le cash non versé à ces débiteurs reste dans la caisse de l'entreprise.
- ▶ Il est disponible, mais est exigible d'un instant à l'autre.

L'écart entre actif circulant et passif circulant : le BFR ou décalage de trésorerie



Le Besoin en fonds de roulement - Analogie

- ▶ Vous obtenez votre premier emploi : vous commencez à travailler le 1er juin.
- ▶ Dès votre embauche, vous avez dû déboursier :
 - ▶ De quoi prendre un appartement, soit 3 mois de caution et 1 mois de loyer → $4 \times 500\text{€} = 2\,000\text{€}$.
 - ▶ De quoi vivre pendant le mois → 500€ (vous êtes jeune et peu dépensier...)
 - ▶ Soit un total de 2 500€ à sortir le 30 mai, alors que vous ne toucherez votre paye que le 30 juin.
- ▶ Ces 2 500 euros sont votre BFR : le montant qu'il vous faut déboursier pour pouvoir espérer un jour encaisser vos ventes...

Le Besoin en fonds de roulement - Définition

- ▶ Le BFR est le décalage entre les actifs circulants et les passifs circulants
 - ▶ Si les clients payent à 90 jours et qu'on paye les fournisseurs à 30 jours, on paye les fournisseurs bien avant d'être soi-même réglé par ses clients → Besoin en fonds de roulement
 - ▶ Si les clients payent comptant et qu'on règle ses fournisseurs à 30 jours, on se trouve à la tête de fonds avant d'avoir à payer ses factures → Excédent de fonds de roulement

Formulaire obligatoire (article 53 A
du code général des impôts).

1

BILAN - ACTIF

Désignation de l'entreprise : _____ Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois *

Adresse de l'entreprise _____ Durée de l'exercice précédent *

Numéro SIRET * _____ Néant *

1er EXEMPLAIRE DESTINÉ A L'ADMINISTRATION

		Brut 1	Amortissements, provisions 2	Net 3	Net 4
Capital souscrit non appelé (I)					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *				
	Frais de développement *				
	Concessions, brevets et droits similaires	2 103 585	1 826 049	277 536	273 154
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et comptes sur immobilisations incorporelles				
	Terrains	1 075 888	20 988	1 054 900	1 055 890
	Constructions	14 473 461	8 185 706	6 287 755	5 251 387
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	50 389 523	33 723 765	16 665 758	15 515 135
	Autres immobilisations corporelles	5 382 978	3 873 053	1 509 925	1 242 785
Immobilisations en cours	3 770 991		3 770 991	4 254 857	
Avances et comptes	797 719		797 719	465 683	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence				
	Autres participations	33 464 835		33 464 835	33 464 835
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	26 232 298		26 232 298	40 908 148
	Autres immobilisations financières *	197 970		197 970	248 191
TOTAL (II)		137 889 248	47 629 561	90 259 687	102 680 065
STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	10 233 485	1 865 832	8 367 653	7 188 067
	En cours de production de biens	50 612		50 612	75 940
	En cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis	9 590 514	799 753	8 790 761	6 243 819
MARCHANDISES	5 687 865	197 440	5 490 425	2 597 637	

2 BILAN - PASSIF avant répartition

Description de l'entreprise		Mont <input type="checkbox"/> *	
		Exercice N	Exercice N - 1
CAPITAUX PROPRES			
Capital social ou individuel (1)* (Dont versé :17.851.698)	DA	17 851 698	17 851 698
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	DE	56 404 809	56 404 809
Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence)	DC		
Réserve légale (3)	DD	1 785 170	1 785 170
Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours)	DF		
Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants*)	DG		
Report à nouveau	DH	6 112 121	1 013 736
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	21 231 539	30 090 762
Subventions d'investissement	DJ		
Provisions réglementées *	DK	5 304 130	4 087 012
TOTAL III	DJL	108 689 487	111 233 187
Produit des émissions de titres participatifs	DM		
Avances conditionnées	DN		
TOTAL IIII	DO		
Provisions pour risques	DP	4 032 137	5 362 488
Provisions pour charges	DQ	8 613 782	8 267 000
TOTAL IIII	DR	12 645 929	13 629 488
Autres fonds propres			
Emprunts obligataires convertibles	DS		
Autres emprunts obligataires	DT		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	88 974	1
Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs)	DV	20 737	198 989
AVANCES ET ACOMPTES REÇUS SUR COMMANDES EN COURS	DW	950 520	914 120
DETTES Fournisseurs et comptes rattachés	DX	52 302 363	42 231 237
DETTES fiscales et sociales	DY	16 909 525	18 301 975
DETTES sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	1 916 176	1 501 913
Autres dettes	EA	6 434 437	8 981 671
Compte régularisateur	EB	1 574 157	1 310 715
TOTAL IVI	EC	80 166 889	73 440 601
Ecart de conversion passif *	ED	9 296	66 201
TOTAL GÉNÉRAL II à VI	EE	201 511 601	198 369 477
RENOIS			
(1) Ecart de réévaluation incorporé au capital	IB		
(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1975) Ecart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	IC ID IE		
(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	IF		
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	77 040 272	70 466 503
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Au final, qu'appelle-t-on une bonne performance ?

De bons résultats

- ▶ Croissance du chiffre d'affaires
- ▶ Maintien des taux de marge
- ▶ Valeur ajoutée > frais de personnel
- ▶ Frais financiers faibles
- ▶ Provisions justifiées

Une bonne évolution du bilan

- ▶ Capitaux propres > immobilisations
- ▶ Peu d'emprunts
- ▶ Pas trop de stocks
- ▶ Des encaissements rapides
- ▶ Une trésorerie suffisante



→ **Un développement régulier**



→ **Un développement pérenne**

- ▶ Des arbitrages multiples sont nécessaires
 - ▶ entre croissance et profitabilité.
 - ▶ entre investissement et emploi.
 - ▶ entre flexibilité et régularité.
 - ▶ entre volume et qualité.



5. Étude de cas de Monsieur Durand



Quel était le patrimoine de M. DURAND au 31/12/2014 ?

▶ Au 31/12/2014, M. Durand possède :

- ▶ une maison achetée en 2014 qui vaut 80 000 €
 - ▶ M. Durand ne l'a pas payée comptant et il doit encore au banquier la coquette somme de 42 000 €.
- ▶ Une voiture qu'il a payée 12 000€, il y a 6 ans ...
 - ▶ mais qui à l'argus ne vaut plus que 3 000 €. Il l'avait payée comptant avec ses économies et ne doit rien à personne à ce titre.

▶ M. Durand qui est par ailleurs économe dispose de :

- ▶ 9 100 € sur un livret d'épargne logement (il prévoit des travaux d'extension sur sa maison).
- ▶ 800 € sur un Codevi
- ▶ 400 € sur son compte bancaire courant

Au total, il a donc en banque 10 300 €.

▶ Le patrimoine de M. DURAND au 31/12/2014 correspond donc à son BILAN.

Dressons le bilan de M.DURAND comme s'il était une entreprise

ACTIF				PASSIF	
	Valeur Brute	Somme des Amortissements	Valeur nette		
Maison	80 000	0	80 000	Fonds propres de M. DURAND	51 300
Voiture	12 000	9 000	3 000	Emprunt / capital restant dû	42 000
Disponibilités	10 300		10 300		
Total Actif	102 300	9 000	93 300	Total Passif	93 300

- ▶ La différence entre ce que M. Durand possède (total de 93 300 €) et ce qu'il doit (42 000€) correspond à ce qui lui appartient vraiment en propre (51 300 €).
- ▶ Dans une entreprise, on appellerait cette différence la situation nette ou encore l'actif net. (On a fait abstraction pour le moment du vieillissement de la maison).

B) LE COMPTE DE RÉSULTAT

- ▶ Contrairement au bilan qui est l'inventaire des biens et des dettes à une date donnée, le compte de résultat enregistre l'accumulation de recettes et de charges sur une période et en calcule la différence.
- ▶ Certains comparent le bilan à une photo et le compte de résultat à un film...

<----- Compte de Résultat----->	
Charges	Produits
les constats de perte de valeur	Toutes les recettes de l'entreprise. Ce qui l'enrichit ou va l'enrichir

Les dépenses courantes de M. DURAND durant cette année N

▶ Après avoir fait son bilan au 31/12/2014 tel que nous l'avons vu, un an va s'écouler durant lequel M. Durand qui est salarié va faire et devoir faire un certain nombre de choses qui lui font dépenser ou gagner de l'argent.

- ▶ Il est salarié et à ce titre il a touché 17 800 €
- ▶ Il a bénéficié d'une Aide au logement dès janvier 2015 600 €
 - ▶ 50 € par mois versés le 15 du mois suivant (12*50 €)
- ▶ Pour la vie de tous les jours , il a dépensé en choses courantes
 - ▶ Nourriture 5 500 €
 - Dont boîtes de conserves non encore consommées 35 €
 - ▶ Vêtement 800 €
 - ▶ Entretien de sa voiture 800 €
 - ▶ Assurance voiture et autres 900 €
 - ▶ Essence 800 €
 - ▶ Taxe d'habitation et taxe foncière 900 €
 - ▶ Divers autres 800 €
 - ▶ **Total des charges courantes 10 500 €**
- ▶ Enfin, il a prévu de repeindre son salon en janvier, et a payé par chèque le matériel. Le chèque n'a pas encore été encaissé.
 - ▶ Peinture et pinceaux 150 €
- ▶ Son Codevi lui rapporte 1 % d'intérêts et son livret d'épargne logement lui rapporte 2 % d'intérêts
 - ▶ Intérêts annuels Codevi + livret 269 €

Auquel il faut ajouter un certain nombre d'opérations pour M. DURAND

- ▶ Héritage de 6 000 € net de droit de succession
- ▶ M Durand rembourse la somme de 6 400 Euros sur son emprunt
 - ▶ Cette somme se compose de 3 000 €
 - ▶ Et de 3 400 € de Capital
- ▶ Une opération interne au bilan
 - ▶ Un prélèvement automatique a viré sur l'année 900 € de son compte courant sur son plan d'épargne
 - ▶ M. Durand a par ailleurs viré 6 100 € de son compte courant sur son Livret de Caisse d'Épargne, car il n'aime pas que son argent « dorme »
- ▶ La maison de M. Durand perd à peu près 1 % de sa valeur tous les ans au titre de ce vieillissement, sa voiture est amortie de 1 500 € annuellement
- ▶ Il doit payer son impôt forfaitaire sur le revenu, de l'ordre 33,3 % de ses bénéfices.
- ▶ **Ces opérations ont des impacts sur le compte de résultat et / ou sur le Bilan**
- ▶ **Dressons le compte de résultat puis le Bilan de M. Durand au 31/12/2015**

Le compte de résultat au 31/12/2015

Evènement intervenu en 2015	correspondance avec le CR	Montant en €
Salaires	Chiffre d'affaires	17 800
Aide au logement	Subvention	600
Produits d'exploitation		18 400
Nourriture	Achat de matières premières	5 500
boites de conserves	variations de stocks de matières premières	-35
Vêtements	Achat de marchnadises	800
Entretien de la voiture	Charge externe	800
Essence	charge externe	800
Assurance voiture	Charge externe	900
Peintures et pinceaux	Charge externe	150
Taxe d'habitation et taxe foncière	Impôts et taxes	900
Divers autres	Autres charges d'exploitation	800
Vieillessement maison	Dotation aux Amortissements	800
Vieillessement voiture	Dotation aux Amortissements	1 500
charges d'exploitation		12 915
Résultat d'exploitation		5 485
Intérêts sur Codevi et livret	produits financiers	269
Produits financiers		269
Intérêts sur emprunt	charges financières	3 000
Charges financières		3 000
Résultat financier		-2 731
Résultat courant avant impôts		2 754
héritage	Produit exceptionnel	6 000
produits exceptionnels		6 000
Charges exceptionnelles		
Résultat exceptionnel		6 000
Impôt sur le revenu	Impôt sur les sociétés	-2 915
Résultat net		5 839

Corrigé

Le bilan au 31/12/2015

ACTIF			PASSIF	
	Valeur Brute	Somme des Amortissements	Actif net	Passif net
Maison	80 000	800	79 200	Fonds propres au 31/12/2014 51 300
Voiture	12 000	10 500	1 500	Résultat Net 2015 5 839
Total des immobilisations	92 000	11 300	80 700	Fonds propres au 31/12/2015 57 139
Etat - aide au logement 12/2015	50		50	
Stock de matières premières	0		35	Emprunt / capital restant dû 38 600
Disponibilités	18 019		18 019	Fournisseur / peinture et pinceaux 150
				Etat / impôt à payer 2 915
Total Actif	202 069	22 600	98 804	Total Passif 98 804

Détail compte "disponibilités"	Solde au 31/12/2014	mouvements durant l'année 2015	Solde au 31/12/2015
Compte courant au 31/12/2014	400		
Salaires		17 800	
Héritage		6 000	
Dépenses payées comptant		-10 500	
Remboursement intérêts sur emprunt		-3 000	
Remboursement emprunt		-3 400	
virement PEL		-900	
Virement Codevi		-6 100	
Aide au logement		550	
Compte courant au 31/12/2015			850
PEL au 31/12/2014	9 100		
Virement reçu du compte courant		900	
Intérêts perçus		200	
PEL au 31/12/2015			10 200
Codevi au 31/12/2014	800		
Virement reçu du compte courant		6 100	
Intérêts perçus		69	
Codevi au 31/12/2015			6 969
TOTAL Disponibilités	10 300		18 019

En synthèse de l'exemple Durand, qu'avons-nous appris concernant Bilan et Compte de résultat ?

▶ Derrière les chiffres, il y a ?

- ▶ des faits...
- ▶ La comptabilité traduit le passé.

▶ Les informations comptables sont normalisées au profit de qui ?

- ▶ Du fisc, des banquiers, des fournisseurs
- ▶ Des actionnaires-propriétaires, éventuellement des actionnaires en bourse
- ▶ Des représentants des salariés

▶ Pas suffisant pour l'analyse économique ou stratégique, parce que notamment Insuffisant pour comprendre :

- ▶ Les Forces / Faiblesses commerciales, techniques, sociales
- ▶ Les Opportunités / Menaces concernant la concurrence, l'évolution de l'environnement de marché, les changements technologiques
- ▶ Les Contraintes liées au Groupe, réglementaire...



6. Le processus d'information - consultation

Le regroupement des 17 informations-consultations des CE / CCE en 3 moments d'information-consultation



L'article L. 2323-10 du Code du travail prévoit une obligation de consulter le CE sur les orientations stratégiques de l'entreprise définies par l'organe chargé de l'administration ou de la surveillance de l'entreprise, et sur leurs conséquences sur l'activité, l'emploi, l'évolution des métiers et des compétences, l'organisation du travail, le recours à la sous-traitance, à l'intérim, à des contrats temporaires et à des stages.

« L'avis du comité d'entreprise est transmis à l'organe chargé de l'administration ou de la surveillance de l'entreprise.

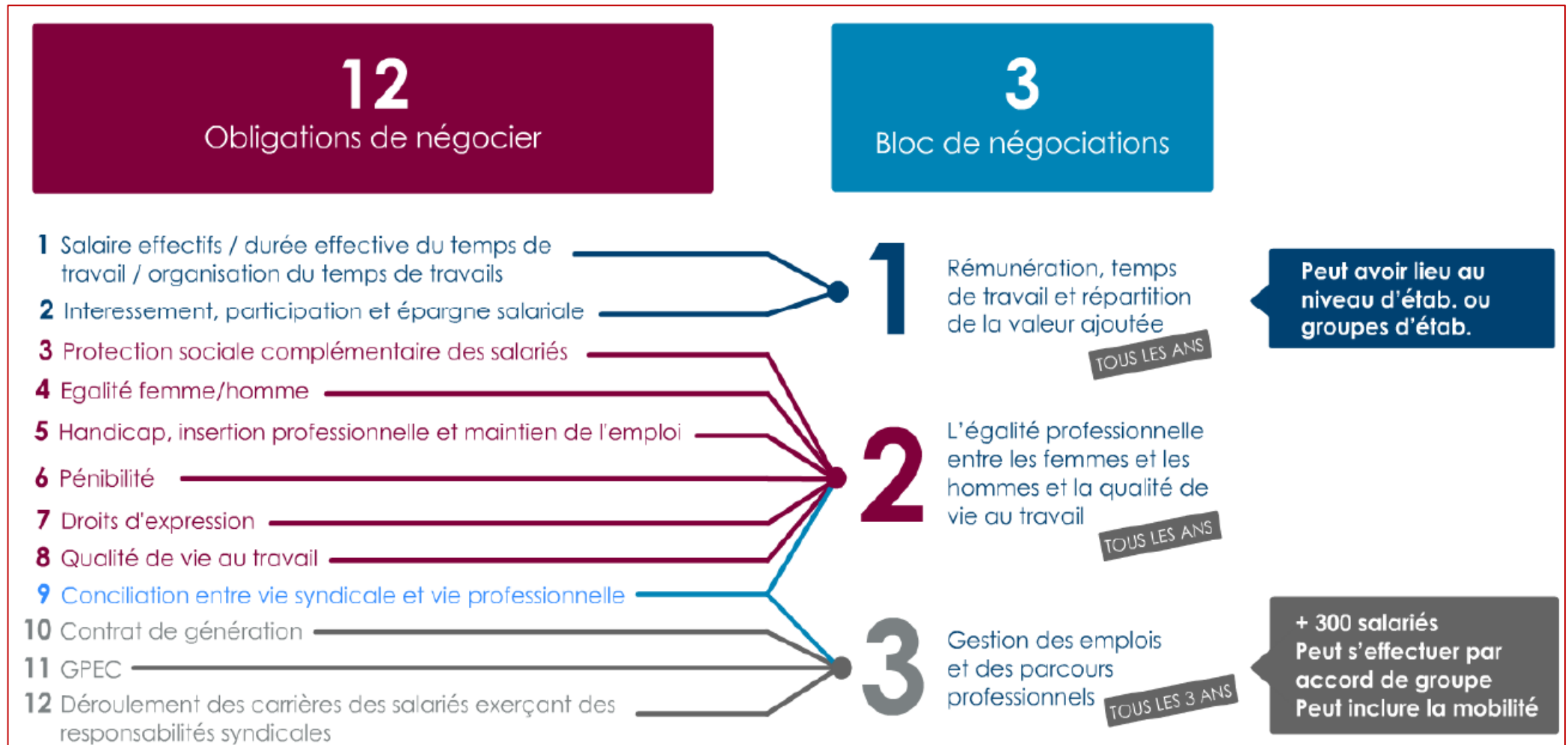
L'article L. 2323-12 du Code du travail prévoit que la consultation annuelle sur la situation économique et financière de l'entreprise porte également sur la politique de recherche et de développement technologique de l'entreprise, y compris sur l'utilisation du crédit d'impôt pour les dépenses de recherche, et sur l'utilisation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

« L'avis du comité d'entreprise est transmis à l'organe chargé de l'administration ou de la surveillance de l'entreprise.

Aux termes de l'article L2323-15 du Code du travail, la consultation sur la politique sociale de l'entreprise, les conditions de travail et l'emploi porte sur l'évolution de l'emploi, les qualifications, le **programme pluriannuel de formation, les actions de prévention** et de formation envisagées par l'employeur, l'apprentissage, les conditions d'accueil en stage, **les conditions de travail, les congés et l'aménagement du temps de travail, la durée du travail, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** et les modalités d'exercice du droit d'expression des salariés dans les entreprises où aucun délégué syndical n'a été désigné ou dans lesquelles aucun accord sur le droit d'expression n'a été conclu.

Les Institutions Représentatives du Personnel disposent d'une possibilité d'expertise sur chacune des 3 informations-consultations

Le regroupement des négociations annuelles obligatoires en 3 blocs de négociation



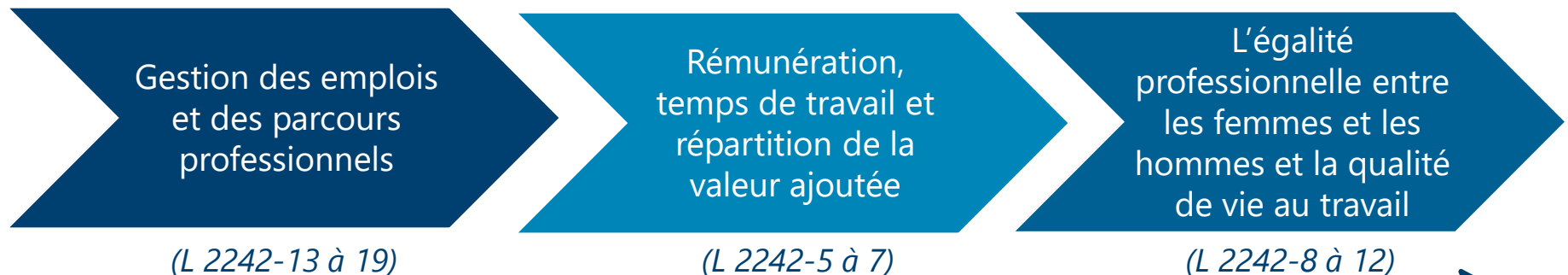
Le lien entre informations-consultations et négociations annuelles obligatoires

▶ La loi du 17/08/2015 modifie, entre autres et de manière significative, le contenu et les modalités du travail des représentants du personnel (membres élus et délégués syndicaux)

1. Les 17 informations-consultations annuelles sont ramenées à 3 moments d'information-consultation ; les thèmes sont regroupés (voir Annexes)



2. Les 12 négociations obligatoires annuelles ou triennales sont regroupées en 3 blocs de négociation ; les thèmes sont regroupés (voir Annexes)





7. Intéressement et participation



Et la participation dans tout cela ?

- ▶ La formule légale (minimale et obligatoire) pour le calcul de la réserve spéciale de participation (RSP) est la suivante

$$\text{RSP} = 50 \% \times (B - 5 \% C) \times S / VA$$

- ▶ *B : bénéfice net comptable*

- ▶ *C : capitaux propres*

- ▶ *S : masse salariale*

- ▶ *VA : valeur ajoutée*

S / VA = Richesse créée par les salariés

- ▶ *5 % = taux de rémunération des capitaux propres = rémunération de l'actionnaire*

- ▶ *1/2 = 50 % = niveau d'impôt en 1967*

- ▶ Deux conditions pour qu'il y ait de la participation découlent de cette formule :

- > *Le bénéfice fiscal après impôts (et déficit antérieur) doit être au moins positif*
- > *Celui-ci doit être supérieur au seuil de 5 % des capitaux propres*

Exemple :

$B = 500; C = 7\,000; S = 4900; VA = \text{production} - \text{consommations externes} = 7000$

$$\begin{aligned} \text{RSP} &= 0,5 \times (500 - 5 \% \times 7000) \times (4900 / 7000) \\ &= 0,5 \times (500 - 350) \times 0,7 = 52,5 \end{aligned}$$



Rappels juridiques sur les accords d'intéressement : l'essentiel à retenir

- ▶ C'est un accord facultatif ...
 - ▶ À l'inverse de l'accord de participation qui est obligatoire dans les entreprises de plus de 50 salariés,
 - ▶ Participation et intéressement peuvent être liés pour en limiter le cumul ; par ex. montant de la réserve spéciale de participation obligatoire déduite de la prime globale d'intéressement,
- ▶ ... qui a pour objet d'associer collectivement les salariés ...
 - ▶ Tous les salariés y compris apprentis, travailleurs à domiciles, contrats emploi-solidarités etc... sauf les stagiaires,
 - ▶ Une condition d'ancienneté est possible, sans excéder 3 mois (y compris périodes de suspension du CT),
 - ▶ Interdiction d'exclure les salariés licenciés du bénéfice des droits à intéressement qu'ils ont acquis,
- ▶ ... aux résultats et/ou aux performances ...
 - ▶ L'intéressement doit être aléatoire : il doit pouvoir à certains moments être inexistant,
 - ▶ Il doit contenir une formule de calcul claire faisant appel à des éléments objectivement mesurables,
 - ▶ L'accord ne peut prévoir un montant minimum d'intéressement,
- ▶ ... de l'entreprise, du groupe, de l'établissement ou de l'unité de travail auxquels ils appartiennent ...
- ▶ ... sans pouvoir se substituer à aucun des éléments du salaire en vigueur dans l'entreprise.
 - ▶ Ex : prime régulière, occasionnelle ou exceptionnelle (usage...) : délai minimum de 12 mois nécessaire avant de mettre en place un intéressement dont le calcul serait identique à cette prime,



Rappels juridiques sur les accords d'intéressement : l'essentiel à retenir

▶ Conclu pour une durée de 3 ans...

- ▶ L'accord initial reste cependant modifiable chaque année par voie d'avenant conclu par toutes les parties signataires,
- ▶ La reconduction tacite est possible si elle est prévue dans l'accord initial et si aucune des parties n'en demande la renégociation dans les 3 mois précédant la date d'échéance,

▶ ... et signé dans les 6 mois de la clôture des comptes,

- ▶ Information au moins 15 jours avant la signature de l'accord d'intéressement.

▶ ... L'accord doit préciser son champ d'application

- ▶ Groupe, entreprise ou établissement ? Accord-cadre déclinable ?
- ▶ « Intéressement de projet » possible entre plusieurs entreprises et leurs salariés qui concourent à un même projet. Si ces entreprises ne font pas partie du même groupe, négociation comme un PEI (plan d'épargne inter-entreprises),

▶ La périodicité de calcul

- ▶ Calcul annuel, trimestriel, quadrimestriel ou semestriel : plus ou moins proche de la période de travail de référence,

▶ Le CE doit être consulté et donner son avis sur le projet d'accord.



MERCI DE VOTRE ATTENTION

